

RAPPORT ANNUEL 2007



unissons-nous
pour les enfants

unicef 

Note sur les sources d'information : les données figurant dans ce rapport proviennent des statistiques les plus récentes de l'UNICEF et d'autres institutions des Nations Unies, des rapports annuels préparés par les bureaux de pays de l'UNICEF et du Rapport annuel de juin 2008 présenté par la Directrice générale de l'UNICEF au Conseil d'administration.

Note sur les ressources : toutes les sommes indiquées sont en dollars des États-Unis, sauf mention contraire.

Rapport annuel 2007

Couvrant la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
PROMOUVOIR la survie et le développement de l'enfant	4
Faits et chiffres	
Résultats : Nigéria	
ENCOURAGER l'éducation de base et la parité des sexes	8
Faits et chiffres	
Résultats : Sud-Soudan	
SE MOBILISER pour la protection de l'enfant	12
Faits et chiffres	
Résultats : République populaire démocratique de Corée	
LUTTER contre le VIH/SIDA	16
Faits et chiffres	
Résultats : Timor-Leste	
SE MOBILISER pour la promotion des politiques et les partenariats	20
Faits et chiffres	
Encadré : Budgets nationaux, valeurs des gouvernements	
APPELER l'attention du public sur les enfants	24
Encadré : Responsabilité sociale des entreprises	
GÉNÉRER des ressources et des actions	28



© UNICEF/HQ07-0643/Giacomo Pirozzi

AVANT-PROPOS

Plusieurs succès remportés en faveur des enfants sont apparus au grand jour en 2007. En septembre, l'UNICEF a annoncé qu'en 2006, le nombre annuel de décès d'enfants de moins de cinq ans était, pour la première fois, passé au dessous du seuil des 10 millions, pour atteindre 9,7 millions. Cela représente une réduction de 60 % du taux de mortalité des enfants depuis 1960.

En novembre, l'Initiative pour la lutte contre la rougeole – qui réunit la Croix-Rouge des États-Unis, l'UNICEF, la Fondation pour les Nations Unies, les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis et l'Organisation mondiale de la Santé – a indiqué que le nombre de décès dus à la rougeole avait chuté de 91 % en Afrique entre 2000 et 2006, passant, selon les estimations, de 396 000 à 36 000.

En décembre, l'Assemblée générale des Nations Unies a tenu une session commémorative de haut niveau intitulée Un Monde digne des enfants + 5, au cours de laquelle les dirigeants de la communauté internationale ont fait le bilan de la réalisation des objectifs fixés lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants en 2002. Cette évaluation s'est appuyée sur un rapport approfondi du Secrétaire général de l'ONU, intitulé *Les enfants et les Objectifs du Millénaire pour le développement*, qui réunissait un grand nombre d'analyses et de données probantes fournies par l'UNICEF.

La publication de ces nouvelles données et analyses, ainsi que la mobilisation stratégique de divers protagonistes internationaux et locaux, a suscité un regain d'intérêt à l'échelle internationale pour la réalisation des OMD et la protection des droits de l'enfant.

En 2007, la campagne *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA* a continué d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le travail à faire pour libérer la prochaine génération du SIDA. Au Botswana, un pays qui a l'un des taux de prévalence du VIH les plus élevés, le taux de transmission du virus de la mère à l'enfant a diminué, passant à 4 % et la proportion de femmes enceintes recevant un traitement préventif – supérieure à 95 % en 2006 – est la plus forte d'Afrique.

Le programme 'mothers2mothers', une organisation locale de mères séropositives au VIH et ayant des enfants en bonne santé, a annoncé qu'il apportait chaque mois à 20 000 femmes du Kenya, du Lesotho, d'Afrique du Sud et de Zambie, des informations, de l'aide et des compétences pratiques qui les aident à vivre avec le VIH et à protéger leurs nouveau-nés de la transmission du virus de la mère à l'enfant.

Les droits des enfants handicapés ont fait l'objet d'un partenariat entre l'UNICEF et les Jeux olympiques spéciaux internationaux, inaugurés lors des Jeux olympiques spéciaux de 2007 organisés à Shanghai (Chine). Ce partenariat vient compléter la collaboration menée avec Operation Smile, Save the Children et d'autres organisations et fait suite à l'adoption en 2006 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Au Libéria et au Sud-Soudan, des programmes d'apprentissage accéléré et d'autres innovations en matière d'éducation ont permis à des millions d'enfants d'aller à l'école en 2007, après des décennies de conflit armé. Dans le cadre du programme Éducation dans les situations d'urgence et les pays en transition au terme d'une crise, l'UNICEF et ses partenaires ont mis l'accent sur



© UNICEF/HQ/Nicole Toutouiri

l'éducation, considérée comme un domaine d'intervention essentiel après une catastrophe et un élément décisif de la reconstruction d'une société au sortir d'une crise.

Au terme de l'année 2007, l'UNICEF est plus axé sur les priorités et les résultats et davantage investi dans des partenariats stratégiques. Mais alors même que 9,7 millions d'enfants continuent de mourir chaque année avant leur cinquième anniversaire, on ne saurait sombrer dans la complaisance.

En 2008, fidèle à son slogan *Unissons-nous pour les enfants*, l'UNICEF s'emploiera à tirer pleinement parti – de façon novatrice et sur le mode de la collaboration – de l'expérience, des données et des connaissances acquises en 2007 pour obtenir des résultats encore meilleurs en faveur des enfants.

Ann M. Veneman
Directrice générale
Fonds des Nations Unies pour l'enfance



© UNICEF/Indonésie/Edy Purnomo

PROMOUVOIR la survie et le développement de l'enfant

Bien qu'il soit trop tôt pour crier victoire, des résultats prometteurs ont été obtenus en matière de survie de l'enfant. En 2006, pour la première fois dans les annales de l'histoire, le nombre d'enfants qui meurent avant leur cinquième anniversaire est passé en dessous de 10 millions.

La survie de l'enfant est le meilleur étalon de mesure pour évaluer les chances d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ces engagements pris pour éradiquer la pauvreté extrême et la faim (OMD 1), réduire la mortalité infantile (OMD 4), améliorer la santé maternelle (OMD 5), lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies (OMD 6), garantir la durabilité de l'environnement (OMD 7) et créer un partenariat mondial pour le développement (OMD 8) sont au cœur des activités menées par l'UNICEF pour assurer la survie et l'épanouissement des enfants.

Les derniers chiffres font état de résultats remarquables. La mortalité due à la rougeole continue de baisser, et le recul le plus important du nombre de décès imputables à cette maladie a été enregistré en Afrique subsaharienne, où l'objectif fixé par l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé visant à réduire de 90 pour cent la mortalité due à la rougeole en 2010 a été atteint. Dans le monde, le nombre estimatif des décès causés par la rougeole est passé de 757 000 en 2000 à environ 242 000 en 2006. Et on estime que la couverture mondiale de la troisième dose du vaccin combiné contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche est de 79 pour cent, 115 pays atteignant en 2006 la cible d'une couverture d'au moins 90 pour cent.

En 2007, l'élimination du tétanos maternel et néonatal a été validée en Égypte et en Zambie. En Sierra Leone, l'UNICEF et son vaste réseau de partenaires ont lancé une Campagne de survie de l'enfant intégrée contre le tétanos maternel et néonatal qui a atteint en une semaine près de 1,2 million de femmes et plus de 830 000 enfants de 6 à 59 mois. En Iraq, près de 4,6 millions d'enfants ont été vaccinés contre la polio dans des conditions extrêmement difficiles. Et dans les zones de conflit aux Philippines, des Journées de la paix ont permis d'administrer à 35 000 jeunes enfants un vaccin contre des maladies évitables, 170 000 ont reçu des suppléments de vitamine A et 143 000 ont été traités contre les maladies parasitiques.

Grâce à des partenariats intégrés et coordonnés, 3,7 millions d'enfants et 1,1 million de mères ont reçu des soins de santé gratuits à Madagascar pendant la Semaine de la mère et de l'enfant organisée en octobre 2007 et, au Soudan, environ 6,1 millions d'enfants ont été vaccinés contre la polio lors de quatre campagnes. Le Pakistan, avec le soutien de l'UNICEF, a lancé sa plus vaste campagne de vaccination jamais organisée contre la rougeole afin de protéger 62 millions d'enfants. En Haïti, le Programme élargi de vaccination a bénéficié de l'appui de l'Agence canadienne de développement international, du Gouvernement du Brésil, du Ministère de la santé publique et de la population de Haïti, de la Pan American Health Organization et de l'UNICEF pour vacciner systématiquement environ 500 000 enfants de moins de 5 ans et 700 000 femmes en âge d'avoir des enfants.

Pour faire reculer la malnutrition des enfants, 10 pays ont lancé ou poursuivi des initiatives destinées à élargir la consommation de micronutriments multiples pédiatriques en poudre connus sous le nom de Sprinkles. Au Pérou, la distribution de Sprinkles a été intégrée aux interventions du gouvernement suite aux tremblements de terre et a été adoptée comme mesure nationale de santé publique pour lutter contre la malnutrition chronique.

Pour être en bonne santé, les jeunes enfants ont besoin d'eau salubre, d'un assainissement adéquat et d'une bonne hygiène. En 2007, l'UNICEF a soutenu des programmes en faveur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans 96 pays – le plus grand nombre à ce jour. En outre, il a contribué à promouvoir « l'assainissement total », une approche fondée sur l'initiative des communautés pour trouver des solutions locales en matière d'assainissement.

Que ce soit en collaborant avec l'Organisation des États américains et la Banque interaméricaine de développement pour obtenir l'enregistrement universel des naissances en Amérique latine et dans les Caraïbes d'ici à 2015, ou en menant des activités pour les enfants dans le cadre du programme de l'ONU « Unis dans l'action », ou encore en s'associant à des programmes au niveau communautaire pour fournir des vaccins contre la rougeole, des suppléments de vitamine A ou des moustiquaires imprégnées d'insecticide, l'UNICEF promeut les Objectifs du Millénaire pour le développement en axant ses activités sur la survie et le développement de l'enfant.

FAITS ET CHIFFRES

Nombre de décès d'enfants en 2006 : **9,7 millions**

Pourcentage de ces décès qui sont survenus dans le monde en développement : **99**

Taux de mortalité des moins de cinq ans dans les pays industrialisés : **6 pour 1 000**

Taux de mortalité des moins de cinq ans en Afrique subsaharienne : **160 pour 1 000**

Principale cause de décès d'enfants, plus importante que le SIDA, le paludisme et la rougeole mis ensemble : **la pneumonie**

Nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale dans le monde en développement : **143 millions**

Région enregistrant la plus forte prévalence d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale : **Asie du Sud**

Nombre de nouveau-nés risquant de souffrir de lésions cérébrales causées par la carence en iode : **38 millions**

Quantité d'iode nécessaire pendant toute la vie pour prévenir cette carence : **une cuillère à café**

Nombre estimatif d'enfants exposés au risque de la carence en vitamine A en Afrique subsaharienne : **43 millions**

Coût d'une gélule de vitamine A : **0,02 dollar É.-U.**

Nombre d'enfants de moins de cinq ans sans accès à l'eau salubre : **125 millions**

Nombre d'enfants de moins de cinq ans vivant dans des foyers sans assainissement adéquat : **280 millions**

Nombre de femmes décédées durant la grossesse et l'accouchement en 1990 : **576 000**

Nombre de femmes décédées durant la grossesse et l'accouchement en 2005 : **536 000**

Nombre de décès maternels déclarés pour 100 000 naissances vivantes en Grèce : **1**

Nombre de décès maternels déclarés pour 100 000 naissances vivantes en Sierra Leone : **1 800**

Nombre d'enfants décédés pendant le temps qu'il faut en moyenne pour lire cette page : **18**



© UNICEF/HQ07-0196/Christine Nesbitt

RÉSULTATS

Un mouvement encourageant s'est enclenché au Nigéria. Là où le virus sauvage de la polio se propageait sans problème, on note une floraison de programmes et initiatives innovants. Les offres de vaccins destinés aux enfants que les parents rejetaient systématiquement auparavant sont aujourd'hui acceptées de bonne grâce.

Ce changement radical est dû à l'action d'individus comme Talatu Adamu, chef de village et accoucheuse traditionnelle depuis 22 ans. Mme Adamu commence sa journée dès 6 heures du matin, en invitant et en encourageant les mères à faire vacciner leurs enfants. Sa promesse d'une moustiquaire traitée à l'insecticide donnée gratuitement aux parents dont les enfants reçoivent tous les vaccins est un argument irrésistible.

Cette campagne d'une nature particulière menée de maison en maison a précédé les Journées de vaccination « Plus » qui ont eu lieu à Isawa, un petit village de l'État de Bauchi dans le nord-est du Nigéria. Mme Talatu fait partie d'une équipe spéciale de mobilisation sociale qui persuade les parents d'emmener leurs enfants aux dispensaires installés dans différents centres. Pendant qu'elle se rend d'une maison à une autre, Mme Talatu met à jour la liste des enfants à vacciner pour s'assurer qu'ils bénéficieront tous de ces services. Elle encourage aussi les parents

en leur assurant qu'au dispensaire, ils recevront des vermifuges, du paracétamol contre la douleur et la fièvre, et des suppléments en vitamine A. La campagne menée dans ce village était l'une des 147 Journées de vaccination « Plus » organisées par les pouvoirs publics locaux dans 20 États du 29 mars au 1^{er} avril 2007, et grâce auxquelles on a pu vacciner plus de 6,4 millions d'enfants. Des moustiquaires ont été achetées avec des fonds fournis par le Japon au titre d'un don de 36,2 millions de dollars destiné à la prévention des maladies infectieuses au Nigéria.

La vaccination « Plus » est l'un des volets de la Stratégie accélérée pour la survie et le développement de l'enfant qui vise à réduire la mortalité du nourrisson, de l'enfant de moins de cinq ans et de la mère en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale en intervenant au niveau de la communauté. Les services intégrés sont axés sur la santé de la mère et du nouveau-né, sur la vaccination, la prévention des maladies infantiles, une bonne nutrition, l'eau salubre, des moyens d'assainissement adéquats, une hygiène améliorée et des soins psychosociaux.

Des adultes de confiance ne sont pas les seuls à promouvoir les soins au jeune enfant au Nigéria; les écoliers sont aussi mis à contribution. La

Stratégie d'enfant-à-enfant pour la vaccination apprend aux élèves à faire valoir les avantages que l'inoculation procure aux jeunes enfants. Chacun d'entre eux sélectionne cinq enfants de moins de cinq ans et se rend régulièrement dans les familles pour savoir s'ils ont reçu tous leurs vaccins. Si ces jeunes enfants n'ont pas les marques requises attestant qu'ils ont été vaccinés, les élèves leur expliquent l'importance de la vaccination et les accompagnent au dispensaire le plus proche. En 2007, 264 523 jeunes enfants ont été « adoptés » par des élèves, ce qui a permis d'obtenir une couverture vaccinale de 93 pour cent en moyenne.

Les résultats de ces campagnes de grande envergure sont remarquables. En 2007, le Nigéria a déclaré 286 cas de poliomyélite, contre 1 122 en 2006. À la fin de 2007, l'État de Bauchi a signalé 27 cas d'infection par le poliovirus.

Le recul important de la mortalité des enfants de moins de cinq ans a été attribué aux soins complets prodigués aux jeunes enfants. Et Talatu Adamu sait qu'elle a joué un rôle essentiel dans cette réussite. « Ils me font confiance, car j'ai aidé la plupart de ces enfants à venir au monde », dit-elle. « Ils savent que je ne vais pas leur faire de mal, parce que c'est moi qui les ai aidés à naître ».



© UNICEF/Azerbaïdjan/2007

ENCOURAGER l'éducation de base et la parité des sexes

La poursuite de l'éducation primaire universelle est inextricablement liée à la parité des sexes. Il n'est donc pas surprenant qu'on l'on considère que la réalisation du deuxième Objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'éducation primaire pour tous est indispensable pour atteindre le troisième Objectif, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Et vice versa.

Plusieurs institutions des Nations Unies, notamment l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale, ont pris la tête des efforts menés en ce sens, par le biais de la campagne pour l'Éducation pour tous et l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles. En 2007, le groupe chargé de l'éducation du Comité permanent interinstitutions a été créé sous la double tutelle de l'UNICEF et de l'Alliance internationale Save the Children. Son objectif est d'aider les pays en situation d'urgence et de s'assurer que l'éducation ne devienne pas l'une des victimes des catastrophes.

Nombre de gouvernements, de donateurs et d'organisations non gouvernementales ont relevé le flambeau de l'éducation universelle en reconnaissant qu'elle était un outil de développement essentiel et une condition obligatoire pour que les garçons et les filles puissent exploiter leur potentiel. Les dirigeants de la communauté internationale comprennent que l'apprentissage commence bien avant l'inscription à l'école, et que la qualité est plus importante que la quantité. Des investissements sont réalisés dans l'éducation préscolaire,

la formation des enseignants, des projets d'eau, d'assainissement et d'hygiène à l'école, l'enseignement non conventionnel et des campagnes de rentrée des classes.

Une campagne nationale de distribution de fournitures scolaires lancée par le Ministère irakien de l'éducation dans le cadre de son initiative « Rentrée des classes » a permis d'offrir des millions de cartables, de manuels, de crayons et autres matériels indispensables aux écoliers du primaire. Aux Maldives, le Ministère de l'éducation a inauguré 20 centres de ressources pour enseignants qui ont été dotés d'une technologie de pointe, afin d'améliorer la qualité de l'éducation des enfants du pays.

En 2007, l'Afghanistan a scolarisé 5,67 millions d'enfants dans les cycles primaires et secondaires. Sur les 4,67 millions d'élèves du primaire, plus de 330 000 étaient des filles qui venaient à l'école pour la première fois. Pour remédier au manque de possibilités de s'instruire dans les villages isolés, 3 867 écoles communautaires ont été construites, à même d'accueillir plus de 146 000 jeunes qui n'étaient pas scolarisés auparavant.

Au Rwanda, la Première dame et le Ministère de l'éducation ont lancé au mois de mars une nouvelle initiative pour la parité des sexes dans un pays qui a souffert de la violence, mais qui est maintenant uni et réconcilié. Cette campagne sur cinq ans – qui s'inscrit dans l'effort de reconstruction du Rwanda – demande aux communautés

et aux écoles de scolariser les filles dans le primaire et dans le secondaire, et de les aider à rester à l'école. Celles qui obtiennent de bons résultats sont récompensées par des trousseaux de matériel pédagogique, du matériel de laboratoire scientifique et d'autres incitations liées à l'éducation.

Les Services d'éducation et de la santé du Ghana ont administré des vermifuges à plus de 7 millions d'écoliers dans le cadre du premier programme national de lutte contre ce grave problème de santé. Les parasites empêchent souvent les enfants d'aller en classe ou de se concentrer quand ils sont présents.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui enregistre le taux le plus faible de scolarisation dans le primaire de la région Asie de l'Est et Pacifique, a lancé une campagne nationale dans les médias pour promouvoir l'éducation des filles. Les pouvoirs publics des provinces ont formé les dirigeants communautaires, hommes comme femmes, afin qu'ils persuadent les parents d'envoyer leurs filles à l'école. Cette initiative a été particulièrement efficace dans les régions qui ont une forte tradition de communication orale et informelle.

Que ce soit entre les lignes des manuels scolaires, ou derrière les appels à aller à l'école, ou à côté de l'enseignant qui sait motiver ses élèves ou encore dans les fondations d'une école adaptée aux besoins des enfants, on trouve partout l'engagement de l'UNICEF à donner une éducation à chaque fille et à chaque garçon.

FAITS ET CHIFFRES

Nombre d'enfants en âge d'aller à l'école primaire non scolarisés en 2002 : **115 millions**

Nombre d'enfants en âge d'aller à l'école primaire non scolarisés en 2007 : **93 millions**

Nombre d'enfants non scolarisés en raison d'un conflit armé : **43 millions**

Principal déterminant de la fréquentation scolaire dans les pays en développement : **la richesse du foyer**

Pourcentage d'enfants non scolarisés dont la mère n'a pas bénéficié d'un enseignement de type scolaire : **36**

Pourcentage d'enfants non scolarisés dont la mère a bénéficié d'un enseignement de type scolaire : **16**

Nombre moyen d'élèves par enseignant dans les pays industrialisés : **13 pour un**

Nombre moyen d'élèves par enseignant en Afrique subsaharienne : **44 pour un**

Nombre moyen d'élèves par enseignant en Éthiopie : **72 pour un**

Pays qui ne demandent qu'un minimum d'études secondaires pour pouvoir enseigner dans le primaire : **Burkina Faso, Congo, Maldives, Mozambique, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie**

Pourcentage d'enseignants du primaire qui ont le niveau d'études requis au Congo : **57**

Nombre d'adultes incapables de lire cette page dans leur langue maternelle : **774 millions**



© UNICEF/HQ07-0871/Georgina Cranston

RÉSULTATS

Vingt ans de guerre civile au Sud-Soudan avaient légué aux enfants un patrimoine désespérant. Ici, une fille risquait plus de mourir en couches à l'âge adulte que de finir l'école primaire. Et un garçon avait plus de chances de s'attacher à une arme à feu qu'à un instituteur. Mais depuis la signature de l'accord de paix, en 2005, l'éducation est devenue un véritable phare et un pôle unificateur.

Les problèmes restent considérables. Près d'un million d'enfants ne sont pas scolarisés, les enseignants sont souvent des bénévoles dont le niveau d'instruction est à peine plus élevé que celui de leurs élèves et, jusqu'à récemment, il n'y avait pas de programme d'études unifié, pas de calendrier et pas de système d'examens. Mais l'éducation au Sud-Soudan, en plein chamboulement, s'améliore, à mesure que progressent la fréquentation scolaire, la qualité de l'enseignement et l'instauration d'un système scolaire central.

L'initiative « Va à l'école » au Sud-Soudan est un exemple des efforts héroïques déployés récemment pour investir dans l'éducation en situation d'urgence et dans les périodes de transition au lendemain d'une crise. Grâce aux 200 millions de dollars que l'UNICEF a reçu du Gouvernement des Pays-Bas pendant quatre ans, des projets d'éducation prennent racine dans 19 zones touchées par un conflit

ou une situation d'urgence. Outre le Sud-Soudan, les bénéficiaires de ces investissements dans l'éducation sont la Bolivie, la Colombie, la Côte d'Ivoire, la Guinée, l'Iraq, le Kosovo, le Libéria, Myanmar, le Népal, l'Ouganda, les Philippines, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, le Sri Lanka, le Tchad, le Territoire palestinien occupé, Timor-Leste et la Turquie.

Souvent, les pays qui sortent d'une crise ne reçoivent plus de secours d'urgence et pas encore d'aide au développement, ce qui leur fait perdre un temps précieux pour se relever, ou pour reconstruire en mieux. Les investissements récents dans l'éducation en situation d'urgence ou pendant la période de transition à l'issue d'une crise sont régis par cinq principes : 1) le droit d'un enfant à l'éducation n'est pas abrogé en cas de catastrophe, 2) les Objectifs du Millénaire pour le développement ne peuvent être atteints si un grand nombre d'enfants est laissé pour compte, 3) les écoles sont un lieu propice à des interventions humanitaires qui permettent d'évaluer les traumatismes, offrir des soins psychosociaux et fournir de l'aide, des informations et des services de base, 4) l'éducation est un dividende de paix concret, que l'on peut toucher rapidement et qui rassemble la communauté autour d'une cause noble, 5) les crises sont l'occasion de créer des systèmes éducatifs qui, au lieu d'ériger des murs

d'hostilité, favorisent l'harmonie et la compréhension.

Ces principes sont le fondement des efforts entrepris au Sud-Soudan. L'initiative « Va à l'école » est conçue pour faire venir à l'école les enfants les plus difficiles à atteindre – les filles, les orphelins, les enfants déplacés au sein de leur propre pays et ceux qui reviennent d'exil. Les écoles de filles communautaires ont offert des occasions d'apprendre sans précédent aux filles qui étaient trop jeunes pour se rendre à pied à l'école ordinaire. Le Programme d'apprentissage accéléré permet à des enfants plus âgés de finir en quatre ans les huit années du cycle primaire. On forme les enseignants et les administrateurs scolaires à des techniques pédagogiques axées sur l'enfant, on construit des écoles permanentes où les élèves ont accès à de l'eau salubre et où les sanitaires sont séparés pour garçons et filles, et on distribue des fournitures scolaires aux élèves et aux professeurs. Un nouveau Système informatique de gestion de l'éducation compile des statistiques annuelles et calcule les taux de rétention scolaire.

À la fin de 2007, le Sud-Soudan avait scolarisé plus de 1,3 million d'élèves, formé 3 466 enseignants, quasiment achevé la construction de 32 nouvelles écoles adaptées aux besoins des enfants, et posé les fondations du développement et de la paix. Qui pourrait exiger un meilleur retour sur investissement?



© UNICEF/HQ07-0773/Iyad El Baba

SE MOBILISER pour la protection de l'enfant

La protection de l'enfant est explicitement prescrite par la Déclaration du Millénaire. Cet engagement ambitieux de la communauté mondiale vise à atteindre les millions d'enfants invisibles dont les perspectives d'avenir sont compromises parce qu'ils travaillent dans des ateliers clandestins ou des maisons de prostitution, qu'ils sont enrôlés dans l'armée, mariés de force ou victimes de catastrophes.

La pauvreté extrême et la faim sont les causes principales du travail des enfants, de la traite, de l'abandon et de la séparation des familles. Faute d'être enregistrés à la naissance, les enfants des pays en développement ont difficilement accès aux services de santé, d'éducation et autres services sociaux. Et sans estimations précises du nombre d'enfants qui naissent tous les ans, les gouvernements ne peuvent pas formuler de plans adéquats d'atténuation de la pauvreté ou de filets de sécurité sociale.

L'éducation universelle est une illusion si les enfants difficiles à atteindre sont laissés pour compte. Mais qui sont ces enfants? Ceux qui souffrent de handicaps, les orphelins, les enfants recrutés par des groupes armés, les filles mariées très jeunes, les enfants des minorités, les migrants et autres mineurs exploités.

Si les garçons comme les filles sont victimes de la violence sexuelle, de la traite et de la prostitution, un nombre disproportionné de filles est concerné. La mutilation génitale féminine et la violence sexiste font souffrir les filles et les femmes et les privent de pouvoir et d'un statut égal à celui des hommes. Les atrocités qui réduisent les femmes et les filles au rang de citoyennes de deuxième classe contribuent aussi à l'aggravation des taux de mortalité infantile et maternelle.

L'UNICEF a forgé des alliances avec d'autres institutions de l'ONU, des donateurs et des organisations non gouvernementales et la société civile pour renforcer l'environnement protecteur des enfants. Ils s'efforcent, entre autres, de persuader les gouvernements de prendre des engagements en faveur des enfants, de promouvoir une législation axée sur l'enfant, de fournir des services directs, de remettre en cause les attitudes et les coutumes qui nuisent aux femmes et aux enfants, de surveiller et dénoncer les violations des droits des enfants, d'aider les jeunes à acquérir des connaissances pratiques et d'encourager de francs débats.

En 2007, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population et des organisations non gouvernementales

de 18 pays ont publié : « *Saurez-vous nous écouter? Voix de jeunes dans des zones de conflit* » en parallèle à l'examen décennal de l'Étude de Graça Machel sur les conflits armés et les enfants. Ce rapport contenait les récits poignants de 1 385 enfants et jeunes affectés par des conflits armés, ainsi que des commentaires présentés en ligne par 385 jeunes de 92 pays.

En République de Moldova, l'UNICEF et la Cour suprême du pays ont renforcé la protection des enfants aux prises avec la loi en s'assurant que les tribunaux tiennent davantage compte des besoins des enfants et se rapprochent des normes européennes et internationales.

Alors que les enfants étaient emportés par des catastrophes naturelles, des conflits armés et autres calamités, l'UNICEF est intervenu dans au moins 68 pays en situation d'urgence. Qu'il travaille avec des réfugiés au Darfour ou qu'il soutienne la campagne « Halte au viol de nos ressources les plus précieuses » avec la fondatrice de V-Day, Mme Eve Ensler, contre la recrudescence de la violence sexuelle dans l'est de la République démocratique du Congo, l'UNICEF est guidé par les engagements qu'il a contractés pour défendre les droits de l'homme et l'égalité des sexes.

FAITS ET CHIFFRES

Nombre estimatif d'enfants enrôlés dans les forces armées dans le monde : **250 000**

Nombre d'enfants déplacés au sein de leur pays en raison d'un conflit armé : **8 820 000**

Groupe le plus vulnérable à la violence, à la maltraitance, à la négligence et à l'abandon : **femmes et filles handicapées**

Nombre estimatif de filles exposées chaque année au risque de la mutilation génitale féminine : **3 millions**

Pires formes du travail des enfants : **esclavage, traite, servitude pour dettes, travail forcé, recrutement dans les forces armées**

Nombre d'enfants obligés de se livrer aux pires formes du travail des enfants : **126 millions**

Nombre d'enfants pris au piège de l'industrie du sexe : **1,8 million**

Revenu annuel généré par la traite d'êtres humains : **9,5 milliards de dollars É.-U.**

Revenu annuel généré par la vente de logiciels de jeux vidéo et sur ordinateur aux États-Unis en 2007, selon le magazine *Forbes* : **9,5 milliards de dollars**



©UNICEF/HQ07-0364/Dan Thomas

RÉSULTATS

En août 2007, des pluies torrentielles se sont abattues pendant une semaine sur neuf provinces de la République populaire démocratique de Corée, y compris la capitale, Pyongyang. Lorsque les eaux se sont retirées, au moins 454 personnes étaient mortes, 156 autres avaient disparu, on comptait près de 170 000 déplacés et près d'un million d'individus avaient été directement touchés. Par la suite, les répercussions de ce cataclysme se sont multipliées du fait que les infrastructures de base comme les écoles, les centres de santé et les réseaux d'adduction d'eau étaient en ruines.

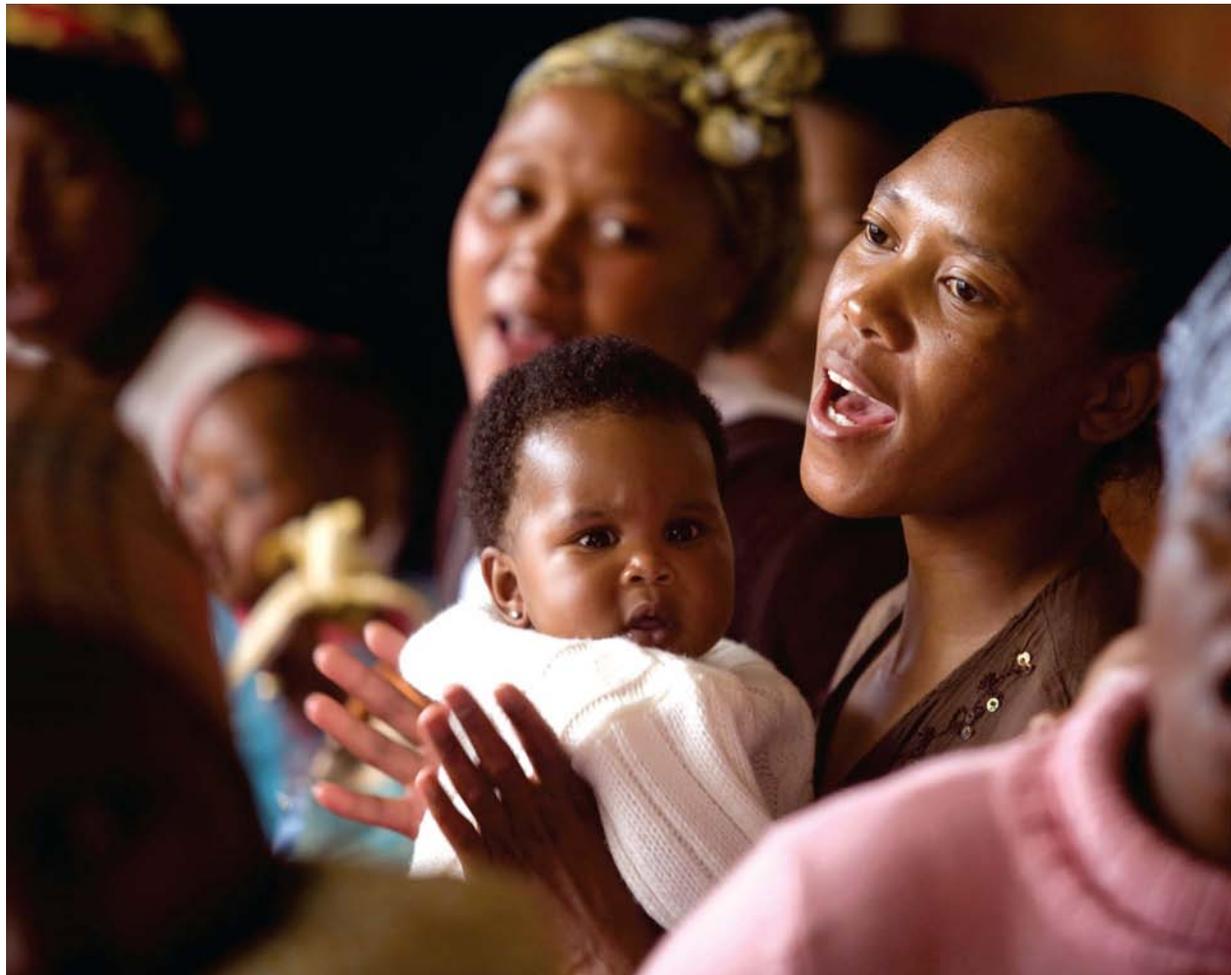
En sa qualité de chef de groupe responsable de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de l'éducation en situation d'urgence, l'UNICEF a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement, l'Organisation mondiale de la Santé et des organismes d'aide pour fournir rapidement des trousseaux médicaux

aux hôpitaux et aux centres de santé affectés, des suppléments nutritionnels aux femmes et aux enfants, des trousseaux d'urgence de traitement de l'eau à 5 000 foyers, ainsi que pour distribuer du chlore et des pièces détachées de pompes à eau dans les zones dévastées. L'UNICEF et le Ministère de l'éducation ont aussi uni leurs efforts pour faire redémarrer les écoles.

Les mesures prises immédiatement pour lutter contre ces inondations, et qui continuent à ce jour, s'inspiraient des Principaux engagements de l'UNICEF pour les enfants en situation d'urgence. Ces engagements stipulent les interventions minimum à mettre en œuvre en cas d'instabilité soudaine ou chronique dans sept domaines clés : évaluation et mobilisation; santé; nutrition; eau, assainissement et hygiène; protection de l'enfant; éducation; et VIH et SIDA. La promesse consiste à fournir des secours n'importe où et n'importe quand dans les 48 heures.

Outre son intervention initiale, l'UNICEF a aidé les ministères du gouvernement à effectuer une évaluation détaillée des stations de pompage endommagées, ainsi qu'une analyse rapide du statut nutritionnel des enfants de moins de cinq ans dans les 26 zones les plus touchées. Ces deux études ont non seulement facilité l'acheminement de l'aide, mais elles permettront aussi à l'UNICEF et au gouvernement de gérer plus efficacement les besoins urgents en matière de nutrition et d'approvisionnement en eau.

Selon le bilan final, plus de 5 millions de personnes dans 89 comtés ont eu accès à de l'eau potable grâce à la distribution rapide de produits chimiques de purification de l'eau. Cette collaboration a aussi renforcé de manière remarquable la capacité de la République populaire démocratique de Corée à répondre aux besoins de ses citoyens.



© Gideon Mendel/2007/UNICEF UK

LUTTER contre le VIH/SIDA

Alors que la pandémie flambe, de modestes victoires donnent des résultats jugés inatteignables il y a quelque temps seulement. Bien qu'il y ait en 2007 davantage de personnes vivant avec le VIH qu'en 2001, année de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée au VIH/SIDA, il semble que la prévalence mondiale se stabilise et que le nombre de nouvelles infections diminue.

En 2007, l'UNICEF, l'un des principaux partenaires d'*Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA* a publié *Enfants et SIDA - Un bilan de la situation*. Ce rapport évalue les progrès accomplis au niveau des pays dans quatre domaines prioritaires : Prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant; Procurer des traitements pédiatriques; Prévenir l'infection chez les adolescents et les jeunes; et Protéger et soutenir les enfants affectés par le VIH/SIDA.

Dans le cadre de diverses collaborations, l'UNICEF a participé à des campagnes de communication sur le SIDA. Au Brésil, des chefs religieux ont expressément demandé aux jeunes de s'engager pendant la Journée mondiale contre le SIDA. En Inde,

l'Express du Ruban rouge, une campagne de mobilisation de masse sur le SIDA d'une ampleur sans précédent dans le monde, sensibilise le public à la pandémie dans 180 gares ferroviaires qui jalonnent un parcours de 9 000 kilomètres. Et Family Health International et l'UNICEF ont uni leurs efforts pour offrir aux femmes et aux enfants des programmes efficaces de lutte contre le VIH/SIDA qui s'appuient sur les quatre priorités d'*Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA* en privilégiant le problème de la transmission de la mère à l'enfant et les traitements pédiatriques au Guyana, en Inde, au Malawi, au Nigéria et en Zambie.

En tant que partenaires d'UNITAID, un mécanisme innovant d'achats de médicaments, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé ont lancé une initiative destinée à élargir à l'échelle nationale la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Ils soutiendront les tests de dépistage et les conseils prodigués par les agents de santé au sein des services de santé prénatals, maternels et postnatals, l'offre d'une thérapie antirétrovirale aux femmes et aux nouveau-nés, et l'accès aussi rapide que possible des nourrissons infectés par le VIH à des traitements pédiatriques.

Une nette amélioration de l'accès aux services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant a déjà été constatée dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, y compris en République centrafricaine, au Lesotho et au Swaziland. Ces progrès ne se cantonnent pas à l'Afrique. L'accès et le recours aux services se sont aussi améliorés au Nicaragua, aux Philippines et en Fédération de Russie.

Par le biais de partenariats forgés avec MTV, des associations sportives, les Comités nationaux, des personnalités de la culture populaire et d'autres, l'UNICEF offre aux adolescents et aux jeunes des messages de prévention du VIH et une éducation sur le SIDA. En outre, en aidant directement les familles et les organisations communautaires, l'UNICEF s'assure que les enfants orphelins ou vulnérables à cause du SIDA reçoivent des soins et une protection. Des bases de données et des systèmes d'enregistrement des orphelins et des enfants vulnérables ont été développés au Botswana, au Lesotho, en Namibie, en Sierra Leone et au Swaziland.

FAITS ET CHIFFRES

Nombre d'adultes et d'enfants infectés par le VIH dans le monde en 2007 : **33,2 millions**

Nombre de décès imputables au SIDA en 2007 : **2,1 millions**

Nombre de nouvelles infections en 2007 : **2,5 millions**

Nombre de celles qui se sont produites en Afrique subsaharienne : **1,7 million**

Nombre d'enfants de moins de 15 ans vivant avec le VIH en 2007 : **2,1 millions**

Pourcentage de ces enfants infectés par leur mère : **plus de 90**

Nombre d'enfants de moins de 15 ans qui sont morts du SIDA en 2007 : **290 000**

Nombre de jeunes (15 à 24 ans) infectés par le VIH : **5,4 millions**

Pourcentage de jeunes gens infectés en Afrique subsaharienne qui sont de sexe féminin : **76**

Nombre estimatif d'enfants qui ont perdu un ou leurs deux parents à cause du SIDA en Afrique subsaharienne : **12,1 millions**

Proportion d'orphelins qui vivent avec leurs grands-parents dans les pays à forte prévalence du VIH : **environ la moitié**

Nombre de nouvelles infections par le VIH chaque jour : **6 849**



© UNICEF Timor-Leste/2007/Bridgette See

RÉSULTATS

Le Timor-Leste est bien déterminé à écarter les risques d'une épidémie de SIDA. Les jeunes, et les connaissances qu'ils ont sur le VIH/SIDA, sont les clés de la réussite. Malgré le poids de ses traditions et ses croyances conservatrices, le pays a décidé qu'il était temps d'en parler.

Avec 43 infections au VIH confirmées en 2006, l'incidence est peut-être faible. Mais il n'existe que trois centres de dépistage à Dili et l'accès aux tests en dehors de la capitale est pratiquement inexistant, ce qui fait que le nombre de cas pourrait être bien plus élevé. Le gouvernement ne veut pas prendre de risques. Des discussions franches et une forte participation des jeunes sont au cœur de la stratégie du Timor-Leste, « Il est temps d'en parler, cherchez à vous informer sur le VIH », une stratégie qui vise à donner aux jeunes de 15 à 24 ans les informations qui pourraient leur sauver la vie.

Les jeunes sont particulièrement vulnérables au VIH. En 2007, pour l'ensemble du monde, le groupe des 15 à 24 ans représentait environ 40 pour cent des nouvelles infections contractées par des personnes de plus de 15 ans. Une enquête nationale initiale effectuée en 2006 a montré que les jeunes Timorais n'étaient pas

différents des jeunes d'autres pays en matière de comportements à risque. Et leur manque d'informations exactes est préoccupant.

Pour lutter contre cette ignorance qui peut être fatale, le Timor-Leste a lancé une campagne d'éducation pour les pairs qui diffuse des informations très complètes par le biais d'activités organisées par des jeunes, notamment des défilés, des pièces de théâtre communautaires, des concerts, des compétitions sportives, des concours de rédaction et de dessin, et des émissions de radio. En 2007, cette initiative soutenue par l'UNICEF a formé 80 maîtres formateurs, qui à leur tour ont formé 1 525 bénévoles, qui ont ensuite organisé des activités sur le VIH destinées à 40 000 jeunes. 630 autres jeunes, scolarisés ou non, dans six districts et six camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays à Dili ont reçu une formation d'éducateur pour les pairs, ce qui a permis d'atteindre près de 18 000 jeunes gens de plus.

La campagne « Il est temps d'en parler » s'assimile à d'autres activités de sensibilisation lancées à travers le monde dans le cadre d'*Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA*. Des services de santé adaptés aux

besoins des jeunes offrent des conseils et des informations prodigués par les pairs au Burundi, en Fédération de Russie, en Ouganda et dans le Territoire palestinien occupé. Dans les Caraïbes, la Coupe mondiale de cricket de 2007 a offert l'occasion de faire passer des messages de prévention du VIH auprès de nombreux jeunes. L'efficacité particulière de la campagne d'éducation pour les pairs au Timor-Leste tient au fait qu'elle est décentralisée, ce qui permet d'adapter les activités et les messages dans chacun des 13 districts. Bien que la campagne soit soutenue et surveillée par un Comité de campagne national formé des Ministères du gouvernement et d'organisations non gouvernementales, le contrôle local des initiatives contribue à s'assurer que les communautés, les familles et l'église approuvent les discussions franches organisées entre les pairs.

« Il y en a tant parmi nous qui ne sont pas bien informés de la question du VIH/SIDA et qui ont peur », constate un bénévole de 27 ans, lui-même séropositif. « Je veux encourager les jeunes séropositifs à suivre un traitement, à s'informer et à éviter les comportements sexuels à risque ».



© UNICEF/Brésil/Zélia Telles

SE MOBILISER pour la promotion des politiques et les partenariats

Il y a une immense satisfaction à voir une fillette entrer en classe pour la première fois de sa vie ou à entendre les cris perçants d'un nouveau-né, en vie parce que sa mère a reçu des soins de santé essentiels. Le travail moins visible qui consiste à influencer les politiques, à encourager les partenariats et à négocier les budgets nationaux ne donne peut-être pas une satisfaction et des résultats aussi immédiats mais il n'en est pas moins fondamental pour la défense universelle des droits humains.

L'UNICEF influence et observe les politiques sociales et économiques, les mesures législatives et les allocations budgétaires pour aider les gouvernements à remplir leurs obligations en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'autres pactes internationaux. En outre, il soutient des partenariats destinés à traduire dans les faits les engagements internationaux et nationaux en faveur des femmes et des enfants.

Outre l'aide que l'UNICEF apporte aux pays pour tenir les promesses de la Déclaration du Millénaire et des Objectifs du Millénaire pour le développement, les politiques et les partenariats qu'il soutient dans plus de 100 pays s'intéressent spécifiquement à la pauvreté des enfants et aux disparités, à la budgétisation sociale, à la décentralisation, à la sécurité et à la protection, aux réformes législatives inspirées de la CDE et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de

discrimination à l'égard des femmes, et aux conséquences des migrations sur les enfants.

La collecte et l'analyse de données ont permis de mener des interventions efficaces, fondées sur des résultats. Les enquêtes en grappes à indicateurs multiples, un outil de recherche propre à l'UNICEF, et DevInfo, un logiciel de pointe utilisé pour suivre la réalisation des OMD, diffuser des données et formuler des plans fondés sur les résultats dans 103 pays, sont essentiels pour honorer les engagements de la communauté internationale en faveur des femmes et des enfants

En 2007, l'UNICEF a participé à des travaux de recherche et d'analyse dans des domaines clés. *Goals and Instruments of Poverty Reduction: Economic and human rights perspectives on children's rights and development strategies* (Buts et instruments de la réduction de la pauvreté : perspectives économiques et des droits de l'homme sur les droits de l'enfant et des stratégies de développement) a été le résultat d'une étude réalisée avec son soutien par Harvard University.

En collaboration avec Cambridge University Press, l'UNICEF a publié *Protecting the World's Children: Impact of the Convention on the Rights of the Child in diverse legal systems* (Protéger les enfants du monde : l'impact de la Convention relative aux droits de l'enfant sur divers systèmes juridiques). Des recherches effectuées à l'échelle de l'organisation ont abouti à l'étude *Global Study on Child Poverty and Disparities* (Étude mondiale sur la pauvreté de l'enfant

et les disparités entre enfants). Avec d'autres institutions du système des Nations Unies et des organismes financiers internationaux, l'UNICEF a parrainé des recherches sur la migration et les enfants au niveau des pays. *The Impact of Migration and Remittances on Communities, Families and Children*, (L'impact de la migration et des rapatriements de salaires sur les communautés, familles et enfants) par exemple, a conclu qu'en République de Moldova, les enfants paient un coût psychosocial qui pourrait bien réduire à néant les avantages économiques de la migration.

Des initiatives de protection sociale sont en cours dans 27 pays, couvrant la plupart des régions du monde. Grâce à un financement de l'Espagne, la région d'Afrique de l'Est/Afrique australe met au point une stratégie de lutte contre la pauvreté et un cadre de travail qui sont soumis à l'évaluation par les pairs. Au Kenya, une mesure d'aide aux orphelins et aux enfants vulnérables qui octroie à 5 000 foyers des allocations versées tous les deux mois, est un volet majeur du système de protection sociale élaboré en 2007.

La participation des enfants est l'un des éléments fondamentaux du travail de l'UNICEF dans ce domaine. Un grand nombre d'enfants et de jeunes ont assisté au troisième Sommet Junior 8, organisé parallèlement au Sommet du G8 en Allemagne, à la réunion d'Un Monde digne des enfants +5, à la 51^e Session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, à diverses conférences nationales et régionales et à plusieurs études et examens.

FAITS ET CHIFFRES

CONTRIBUTIONS À L'UNICEF PAR HABITANT 2007*

Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)



* Comprend les contributions des gouvernements, des organisations non gouvernementales et du secteur privé, y compris les Comités nationaux de l'UNICEF. Les calculs se fondent sur les nombres d'habitants fournis par le CAD de l'OCDE (2006).



© UNICEF/HQ07-0632/Giacomo Pirozzi

BUDGETS NATIONAUX, VALEURS DES GOUVERNEMENTS

Le budget d'un pays est bien plus qu'un simple livre de comptes détaillant son revenu et ses dettes. C'est une fenêtre ouverte sur l'âme d'un gouvernement. Derrière la façade des recettes et des dépenses, c'est un instrument politique qui peut intégrer ou exclure, promouvoir la parité ou les inégalités, planter les semences de la paix ou de l'hostilité, servir les enfants ou leur nuire. L'UNICEF a investi l'univers budgétaire pour influencer les politiques et aider les pays à tenir les promesses contenues dans les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour encourager ce processus et développer la cohérence du système de l'ONU dans le cadre de la démarche « Unis dans l'action », l'UNICEF a organisé en janvier 2007 une réunion, « Dialogue ouvert : considérer le budget comme un instrument des

droits de l'homme ». Des délégués de missions de l'ONU, ainsi que des représentants de la Banque mondiale, de l'Unité spéciale de la coopération sud-sud, de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU, du Bureau de soutien à la consolidation de la paix, de l'International Budget Project et de diverses institutions des Nations Unies ont examiné la façon dont les budgets nationaux pourraient prévoir d'affecter suffisamment de ressources aux droits de l'homme, à commencer par les droits des enfants. Comme le montrent les exemples de la République démocratique du Congo et de l'Équateur, qui consacrent diverses tranches de leur budget à des services sociaux de base, le résidu de plusieurs décennies de guerre ou de crise financière ne doit pas empêcher les pays d'investir dans le secteur social et les enfants.

Il est de plus en plus fréquent de considérer le budget comme un outil de défense des droits de l'homme, et non plus comme un simple instrument technique. En 2007, de nombreux pays des régions de l'Asie de l'Est et du Pacifique, et de l'Amérique latine et des Caraïbes, ont commencé à analyser leurs budgets à travers le prisme de la décentralisation et de ses effets sur les enfants. Les pays sont vivement encouragés à renoncer au secret et au charabia financier pour améliorer la transparence de leurs politiques budgétaires et les rendre compréhensibles pour les citoyens ordinaires.

C'est en voyant le budget de cette façon que l'UNICEF établit un lien entre les problèmes des enfants et le développement.



© UNICEF/HQ07-0322/Christine Nesbitt

APPELER l'attention du public sur les enfants

L'UNICEF aurait bien des difficultés à poursuivre sa tâche urgente dans les pays en développement s'il n'était pas aussi bien connu dans le monde industrialisé. Les deux sources principales du soutien à la mission de l'UNICEF sont ses Comités nationaux et ses Ambassadeurs itinérants.

Pleins feux sur les enfants

Les Comités nationaux donnent de la visibilité à l'UNICEF tout en générant des recettes qui aident l'organisation à améliorer la vie des enfants et de leurs familles. L'UNICEF, dont le financement dépend exclusivement de contributions volontaires, doit environ un tiers de son revenu annuel aux efforts collectifs de ses 36 Comités nationaux. Tous ont été de précieux alliés en 2007.

Le Comité français pour l'UNICEF, en collaboration avec l'UNICEF et le Gouvernement français, a proposé des directives pour empêcher le recrutement d'enfants dans les forces armées, ainsi que pour démobiliser et réinsérer à long terme les soldats mineurs. Les Principes de Paris, du nom de cet accord, ont été signés par 59 pays lors de la Conférence « Libérons les enfants de la guerre », tenue en France en février 2007.

Avec l'Union interparlementaire, une organisation internationale formée de 146 sénateurs et députés, le Comité national hellénique pour l'UNICEF a distribué à 3 000 parlementaires, journalistes, travailleurs sociaux et agents de police un petit livre sur la traite des enfants qui met en avant le rôle fondamental de l'éducation en tant que

mesure préventive. Le Comité espagnol a parrainé le film *Binta et la grande idée*, dans lequel une jeune Sénégalaise implore son père de la laisser aller à l'école. En plus d'appeler l'attention sur les problèmes de l'éducation des filles, la totalité des recettes du film, qui a été sélectionné pour les Academy Awards, ont été reversées à l'UNICEF.

Aux Pays-Bas, le Comité néerlandais et l'Association des parlementaires européens pour l'Afrique ont organisé un symposium sur les enfants orphelins ou rendus vulnérables par le VIH/SIDA destiné à des responsables gouvernementaux et à des organisations non gouvernementales. Cette réunion a aussi rendu hommage à l'Archevêque d'Afrique du Sud Desmond Tutu.

En association avec la Born Free Foundation, une organisation caritative internationale pour la protection des animaux sauvages, le Comité du Royaume-Uni a lancé la campagne « Born Free from HIV » pour recueillir des fonds destinés à prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Et en Italie, *Unissons-nous pour les enfants, contre le SIDA* a obtenu le soutien d'une campagne nationale massive de signatures. En outre, le Comité italien pour l'UNICEF a effectué des visites sur le terrain en Angola, en République démocratique du Congo, en Guinée-Bissau et en Haïti.

Célébrité et générosité

Jouant de leur popularité, les célébrités sont à même de rallier le public à diverses causes. Depuis 1954, les Ambassadeurs

itinérants de l'UNICEF ont utilisé leur renommée pour faire connaître les problèmes dont souffrent bien trop d'enfants du monde. Qu'il s'agisse de promouvoir l'éducation universelle, d'appeler l'attention sur les horreurs d'un génocide ou de soutenir des campagnes de lutte contre la pandémie du SIDA, ces éminentes personnalités – parmi lesquelles on trouve des représentants internationaux, régionaux et nationaux – se sont toutes engagées à améliorer la vie des enfants.

En 2007, l'UNICEF a nommé Ambassadeur itinérant international un orchestre tout entier, le Berliner Philharmoniker. Ce groupe de musiciens et leur chef d'orchestre sont devenus le premier émissaire collectif de l'UNICEF.

Pour le travail qu'elle accomplit au nom des enfants, l'Ambassadrice itinérante Mia Farrow a reçu la médaille d'honneur de la République centrafricaine, qui lui a été remise par le président de ce pays, M. François Bozizé. Et Sir Roger Moore a obtenu le prix Dag Hammarskjöld Inspiration des Nations Unies en récompense de ses efforts inlassables pour le compte de l'UNICEF.

Angélique Kidjo a poursuivi ses efforts pour faire reconnaître le droit des filles à l'éducation. Elle s'est rendue dans son pays d'origine, le Bénin, où elle s'est associée à l'Ambassadrice nationale Zeynab Habib pour lancer la campagne *Toutes les filles à l'école*, qui promeut l'éducation en tant qu'antidote à la pauvreté, à la mortalité infantile et au SIDA.

Des sportifs ont aussi mis leur renommée au service des enfants. La championne de marathon et Ambassadrice nationale de l'Éthiopie pour l'UNICEF Berhane Adere a inauguré la Millennium Dream Campaign destinée à recueillir des fonds pour les orphelins et les enfants vulnérables à l'occasion de la course Great Ethiopia Run. Et le numéro 1 mondial du tennis Roger Federer est intervenu pendant la Journée mondiale contre le SIDA en lançant un message d'intérêt public sur la transmission du VIH de la mère à l'enfant en anglais, en français et en allemand.

En 2007, Sa Majesté la Reine Rania de Jordanie est devenue le premier Éminent défenseur des enfants de l'UNICEF et à ce titre, elle s'emploie à faire baisser la mortalité de l'enfant. Elle a entre autres inauguré le tout dernier hôpital « ami des bébés » en Jordanie et évoqué les questions de survie de l'enfant lors de visites effectuées en Chine et au Maroc.

À l'occasion du 18^e anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'auteur, militant et ex-enfant soldat Ishmael Beah a été nommé par l'UNICEF Défenseur des enfants

affectés par la guerre. Et en octobre 2007, l'actrice et lauréate du Tony Award Sarah Jones est devenue la première Porte-parole de l'UNICEF sur la violence contre les enfants. Mme Jones, dont l'un des talents est de se métamorphoser en différents personnages, a créé et joué un spectacle destiné à attirer l'attention sur les souffrances de millions d'enfants pris dans l'engrenage de la violence. Elle a rappelé aux dirigeants de la communauté internationale que les Objectifs du Millénaire pour le développement ne signifient pas que le monde dispose de mille ans pour les atteindre.

AMBASSADEURS ITINÉRANTS INTERNATIONAUX EN 2007

Lord Richard Attenborough (Royaume-Uni, nommé en 1987)
Amitabh Bachchan (Inde, 2005)
David Beckham (Royaume-Uni, 2004)
Harry Belafonte (États-Unis, 1987)
Berliner Philharmoniker (Allemagne, 2007)
Jackie Chan (Hong Kong, Région administrative spéciale de Chine, 2004)
Judy Collins (États-Unis, 1995)
Mia Farrow (États-Unis, 2000)
Roger Federer (Suisse, 2006)
Danny Glover (États-Unis, 2004)
Whoopi Goldberg (États-Unis, 2003)
Angélique Kidjo (Bénin, 2002)
Johann Olav Koss (Norvège, 1994)
Tetsuko Kuroyanagi (Japon, 1984)
Femi Kuti (Nigeria, 2002)
Leon Lai (Hong Kong, Région administrative spéciale de Chine, 1994)
Lang Lang (Chine, 2004)
Jessica Lange (États-Unis, 2003)
Ricky Martin (Porto Rico, USA, 2003)
Shakira Mebarak (Colombie, 2003)
Sir Roger Moore (Royaume-Uni, 1991)
Nana Mouskouri (Grèce, 1993)
Youssou N'Dour (Sénégal, 1991)
Vanessa Redgrave (Royaume-Uni, 1995)
Sebastião Salgado (Brésil, 2001)
Susan Sarandon (États-Unis, 1999)
Vendela Thommessen (Norvège, 1996)
Maxim Vengerov (Fédération de Russie, 1997)

COMITÉS NATIONAUX POUR L'UNICEF

Comité allemand pour l'UNICEF
Comité national d'Andorre pour l'UNICEF
Comité australien pour l'UNICEF
Comité autrichien pour l'UNICEF
Comité belge pour l'UNICEF
Comité canadien pour l'UNICEF
Comité coréen pour l'UNICEF
Comité danois pour l'UNICEF
Comité espagnol pour l'UNICEF
Comité national estonien pour l'UNICEF
Comité finlandais pour l'UNICEF
Comité français pour l'UNICEF
Comité national hellénique pour l'UNICEF (Grèce)
Comité de Hong Kong pour l'UNICEF
Comité national hongrois pour l'UNICEF
Comité national irlandais pour l'UNICEF
Comité national islandais pour l'UNICEF
Comité israélien pour l'UNICEF
Comité italien pour l'UNICEF
Comité japonais pour l'UNICEF
Comité national lithuanien pour l'UNICEF
Comité luxembourgeois pour l'UNICEF
Comité néerlandais pour l'UNICEF
Comité néo-zélandais pour l'UNICEF
Comité norvégien pour l'UNICEF
Comité polonais pour l'UNICEF
Comité portugais pour l'UNICEF
Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF
Comité national de Saint-Marin pour l'UNICEF
Comité slovaque pour l'UNICEF
Comité slovène pour l'UNICEF
Comité suédois pour l'UNICEF
Comité suisse pour l'UNICEF
Comité tchèque pour l'UNICEF
Comité national turc pour l'UNICEF
Fonds des États-Unis pour l'UNICEF



© UNICEF/2007/CKMinihane

RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

En 2007, le groupe ING, une institution financière internationale, a décidé de financer l'éducation d'autant d'enfants du monde en développement qu'il avait d'employés dans le monde, c'est-à-dire près de 125 000. Atteindre cette cible ambitieuse représentait un défi formidable.

Si l'on estime qu'il en coûte environ 30 euros par an pour donner à chaque enfant une éducation de bonne qualité, les plus de 3,7 millions d'euros recueillis dans le cadre de la campagne « Chances for Children » ont été un succès retentissant.

Comme d'autres entreprises partenaires de l'UNICEF, ING montre qu'il peut être intéressant d'aller au-delà des traditionnels dons de charité et d'appliquer le principe de responsabilité sociale des entreprises. De nombreuses sociétés souhaitent

désormais avoir des pratiques éthiques, investir dans le social et adopter des politiques viables pour promouvoir le développement et défendre les intérêts des enfants.

L'UNICEF recommande au secteur des entreprises d'investir dans des pratiques et des programmes durables dont les enfants bénéficieront au niveau mondial, tandis que les Comités nationaux et les bureaux de pays encouragent la participation des sociétés au niveau local.

La responsabilité sociale des entreprises comprend, entre autres, des contributions monétaires ou des dons en nature, des investissements philanthropiques stratégiques, l'offre de connaissances techniques et d'expertise et la mobilisation de réseaux d'actionnaires, d'employés et de clients pour contribuer à bâtir

un monde meilleur. Les modes de participation sont aussi variés que les entreprises elles-mêmes.

Alors qu'ING apportait le capital nécessaire, Deutsche Post World Net (DPWN), un important groupe logistique, a mis l'expertise et le savoir-faire de son personnel au service de l'UNICEF pour livrer près de 3,5 millions de moustiquaires traitées à l'insecticide à des enfants de moins de cinq ans vivant dans une région isolée du Kenya. Cet effort s'inscrivait dans une des stratégies menées par DPWN pour faire reculer la mortalité de l'enfant.

Les multiples entreprises partenaires de l'UNICEF voient plus loin que leur chiffre d'affaires et considèrent qu'il est de leur devoir d'améliorer le bien-être des enfants.



© UNICEF/HQ07-1906/Shehzad Noorani

GÉNÉRER des ressources et des actions

Jour et nuit, sans tambour ni trompette, le personnel et les systèmes mis en place par l'UNICEF s'assurent que les enfants et leurs familles bénéficient de services essentiels et de l'appui qui leur est indispensable. Le déploiement du personnel en temps voulu, une technologie de l'information fiable, des approvisionnements ininterrompus et une gestion financière efficace sont le fondement de toutes les activités menées sur le terrain.

Ressources humaines

Le recrutement et l'affectation du personnel, des possibilités exceptionnelles de perfectionnement et d'apprentissage, ainsi que l'évaluation des capacités et des performances contribuent à ce que les personnes qu'il faut se trouvent à l'endroit qu'il faut au moment qu'il faut. Cela s'est vérifié, en particulier lors des opérations lancées par l'UNICEF pour intervenir face à des crises ou des situations d'urgence partout dans le monde.

En redéployant son personnel, en recrutant des consultants externes et en faisant jouer les accords permanents conclus avec ses partenaires, l'UNICEF a pu faire intervenir immédiatement plus de 150 personnes dans 56 pays en situation d'urgence, alors qu'il continuait en même temps à recruter des effectifs permanents.

En 2007, trois grandes campagnes ont eu lieu pour recruter du personnel dans les domaines de la survie de l'enfant, des opérations et du SIDA, ce qui a contribué à constituer une véritable réserve de talent. Des accords d'échange

de personnel ont aussi été passés avec l'organisation Save the Children UK et avec AusAID, le programme de développement international du Gouvernement australien.

Les cours en ligne et les cours mixtes – qui allient la technologie, l'enseignement en classe et des séances individuelles – sont des outils de développement professionnel qui sont d'un rapport coût-efficacité remarquable. Près de 4 500 membres du personnel ont suivi des programmes d'auto-apprentissage et près de 400 autres ont achevé deux cours sur Internet, suivi pour 185 personnes d'une formation en classe.

La collaboration avec des universités et des groupes de réflexion se poursuit avec succès. La Graduate School of Governance de l'université de Maastricht (Pays-Bas) a offert un cours intitulé « Evidence-Based Policy Analysis to Deliver Results for Children » aux cadres supérieurs et moyens de l'UNICEF. Des partenariats destinés à faciliter l'apprentissage ont été forgés avec l'université du Rwanda, le Centre africain d'études supérieures en gestion du Sénégal (CESAG), l'Economic and Policy Research Institute d'Afrique du Sud et la London School of Hygiene and Tropical Medicine. Des cours sur la politique sociale appliquée, la protection sociale, les politiques budgétaires et les investissements pour les enfants ont démarré en 2007.

L'UNICEF tient au bien-être de son personnel et il organise des ateliers de gestion du stress et des initiatives sur le VIH et le lieu de travail. L'organisation

a participé à des groupes de travail à l'échelle mondiale, interinstitutions et non gouvernementaux chargés de réfléchir au soutien psychosocial à apporter au personnel humanitaire.

Technologies de l'information

Des systèmes et des technologies informatiques sophistiqués sont utilisés dans presque tous les domaines d'activité de l'UNICEF, notamment la préparation aux situations d'urgence et les interventions.

L'UNICEF a équipé ses bureaux de pays de systèmes de technologie de l'information, y compris du matériel portable de communication d'urgence voix et données (BGAN), des services d'accès à Internet via une antenne satellitaire portable (iDirect), et du matériel et des logiciels d'accès à distance/travail à domicile (Citrix), pour éviter toute interruption de ses activités en cas de situation grave sur le terrain. En 2007, l'UNICEF a choisi un site secondaire de sauvegarde des données de l'organisation afin que le centre actuel puisse être déplacé de New York.

L'UNICEF est l'organisme chef de file en ce qui concerne la communication des données qui ont trait aux opérations humanitaires de l'ONU. A ce titre, et pour appuyer ses Principaux engagements pour les enfants dans les situations d'urgence, il a organisé une formation avancée sur les télécommunications sans fil et d'urgence, a monté des infrastructures de télécommunications pour aider d'autres organismes en situation d'urgence et a fait suivre à 54 membres de son personnel une

formation de spécialistes en information et en communications. L'importance de ces capacités a été démontrée lors des opérations d'urgence menées au Bangladesh, en République démocratique du Congo, au Mozambique et au Pakistan.

La visibilité de l'UNICEF sur Internet et sa capacité informatique ont progressé en 2007. Le site Internet général de l'organisation dispose maintenant d'un moteur de recherche plus sophistiqué, et les sites des bureaux de pays devraient prochainement bénéficier de cette amélioration. En plus de fournir des résultats plus exacts et plus pertinents, l'outil de navigation focalise la recherche sur des sujets spécifiques. Le moteur de recherche oriente aussi les usagers vers des thèmes qu'ils n'avaient peut-être pas considérés. Les capacités multimédias du site Internet – textes, matériel audio, vidéo, interaction – élargissent la couverture des problèmes des enfants et offrent des matériels supplémentaires en ligne qui accompagnent toutes les grandes publications de l'UNICEF.

Approvisionnement

L'UNICEF joue un rôle de premier plan dans l'achat de fournitures pour les enfants et les interventions humanitaires. En 2007, l'organisation a acheté des fournitures dont la valeur totale était d'environ 1,4 milliard de dollars, ce qui représente une hausse de 16 % par rapport à l'année précédente.

L'UNICEF a acheté des vaccins pour 30 % des enfants de la planète et des médicaments antirétroviraux pour 56 pays; il continue aussi à être dans le peloton de tête pour les achats de moustiquaires et de sels de réhydratation

orale. Des fournitures scolaires ont été offertes à plus de 11,5 millions d'enfants et à plus de 100 000 enseignants.

Les vaccins et le matériel de vaccination ont constitué la majeure partie des achats de l'UNICEF pendant l'année : 620 millions de dollars pour les vaccins, 42 millions de dollars pour les seringues à usage unique et 27 millions de dollars pour les équipements de la chaîne du froid. Quelque 2,3 milliards de doses de vaccins poliomyélitiques oraux ont été achetées pour soutenir les campagnes mondiales d'éradication de cette maladie. L'UNICEF a aussi reçu des dons en nature d'une valeur de 17 millions de dollars.

Un approvisionnement régulier a permis de mener des campagnes contre la rougeole dans 51 pays d'Afrique et d'Asie. La plus importante a été l'Initiative nationale de lutte contre la rougeole au Pakistan, qui a requis 70 millions de doses de vaccins fournis avec seringues autobloquantes et conteneurs de sécurité. L'UNICEF est aussi intervenu lors d'une épidémie de rougeole en République populaire démocratique de Corée, en fournissant plus de 6 millions de doses de vaccin anti-rougeoleux en une semaine, puis 11 millions de doses supplémentaires pour élargir la campagne à tout le pays.

La collaboration avec les institutions des Nations Unies et d'autres partenaires s'est poursuivie. Plus de 75 % des approvisionnements de l'UNICEF ont été effectués dans le cadre d'une coopération interinstitutions, et la moitié pour le compte de partenaires extérieurs. Tout en s'efforçant de maintenir des coûts peu élevés, l'UNICEF recherche les plus hauts niveaux de qualité, et exige que les

produits qu'il achète soient conformes aux normes internationales fixées par des instances de réglementation ou des institutions, comme l'Organisation mondiale de la Santé, réputées pour leur assurance de la qualité.

FINANCES*

La gestion des finances de l'UNICEF vise à obtenir un retour maximum sur les investissements réalisés par l'organisation pour les enfants, les familles et les communautés. Une comptabilité stricte permet de suivre les recettes et les dépenses pour s'assurer que l'argent est dépensé judicieusement et finance des interventions et des programmes qui donnent des résultats mesurables.

Recettes

L'UNICEF est entièrement financé par des contributions volontaires. Ses recettes sont divisées en ressources « ordinaires » et « autres » ressources. Les ressources ordinaires ne font l'objet d'aucune restriction et elles servent à financer les programmes de pays, l'appui aux programmes et les activités de gestion et d'administration de l'organisation approuvées par le Conseil d'administration. Les autres ressources sont sujettes à des restrictions et sont affectées à des activités spécifiques approuvées par le Conseil, dans le cadre des programmes de pays. Ces ressources se subdivisent en contributions « ordinaires » et contributions affectées aux « opérations d'urgence ».

Le montant total des recettes de l'UNICEF a augmenté de 8 %, passant de 2 781 millions de dollars en 2006 à 3 013 millions de dollars en 2007, soit 13 millions de plus que

le montant anticipé dans le plan financier de 2007.

Les contributions au titre des ressources ordinaires ont augmenté de 5 % pour atteindre 1 106 millions de dollars, à savoir, 53 millions ou 5 % de plus que ce qui avait été prévu dans le plan financier. Les contributions au titre des autres ressources ont augmenté de 11 % pour se situer à 1 907 millions de dollars, mais ce montant était inférieur de 40 millions, soit 2 %, au montant anticipé dans le plan.

En 2007, les ressources ordinaires ont compté pour 37 % du montant total des recettes de l'UNICEF, en légère baisse par rapport à 2006 (38 %), et les autres

ressources ont représenté 63 % du montant total des recettes, à savoir, une progression par rapport aux 62 % de l'année précédente.

En tout, 102 gouvernements ont contribué aux ressources de l'UNICEF en 2007, soit deux de moins que l'année précédente. Toutefois, la contribution du secteur public, y compris des gouvernements, des organisations intergouvernementales et des mécanismes interinstitutions, s'est élevée à 1 969 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport à 2006.

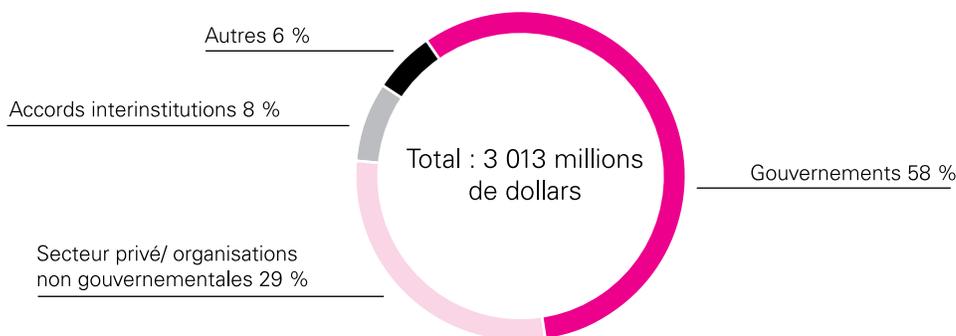
Les États-Unis, pays qui arrive en tête des gouvernements donateurs, ont versé une contribution de 277 millions de

dollars à l'UNICEF. Parmi les organisations intergouvernementales, la Commission européenne, y compris son Office d'aide humanitaire, est celle qui a donné la plus grosse somme, 128 millions de dollars. Les contributions du secteur privé ont atteint 868 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 9 % par rapport à 2006. Les Comités nationaux recueillent la majeure partie des contributions du secteur privé. En 2007, les sommes les plus importantes, à savoir, 126 millions de dollars et 124 millions de dollars, respectivement, ont été versées à l'UNICEF par les Comités nationaux allemand et japonais.

Les partenariats privés/publics ont fait des contributions importantes, notamment dans le domaine de la santé. La Fondation de l'ONU a versé à l'UNICEF 71,8 millions de dollars, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), 47,8 millions de dollars, le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, 12,3 millions de dollars, l'Initiative canadienne pour les micronutriments, 10,3 millions de dollars, et Rotary International, 7,5 millions de dollars.

Les contributions thématiques qui financent les champs d'intervention cités dans le Plan stratégique à moyen terme sur lequel s'appuie l'UNICEF pour promouvoir la survie de l'enfant et aider les gouvernements à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, ont progressé de 29 % par rapport à 2006. Étant donné que l'UNICEF a redoublé d'efforts pour encourager des investissements généraux et systémiques en faveur des enfants, il n'est pas surprenant que la plus forte hausse, de 6,9 millions de dollars en 2006 à 17,7 millions de dollars en

CONTRIBUTIONS À L'UNICEF PAR SOURCE 2007



CONTRIBUTIONS THÉMATIQUES 2005–2007
(en millions de dollars des États-Unis)

	2005	2006	2007
Promotion des politiques et partenariats en faveur des droits des enfants ¹	–	6,9	17,7
Éducation de base et égalité des sexes ²	88,7	97,9	120,7
Survie et développement du jeune enfant ³	5,4	14,7	13,1
Protection de l'enfant	6,8	25,7	38,8
Le VIH/SIDA et les enfants	8,0	16,7	19,0
Développement intégré de la petite enfance ⁴	6,5	–	–
Assistance humanitaire	476,1	144,3	84,4

1 Ne figurait pas dans le cycle précédent du plan stratégique à moyen terme (PSMT).

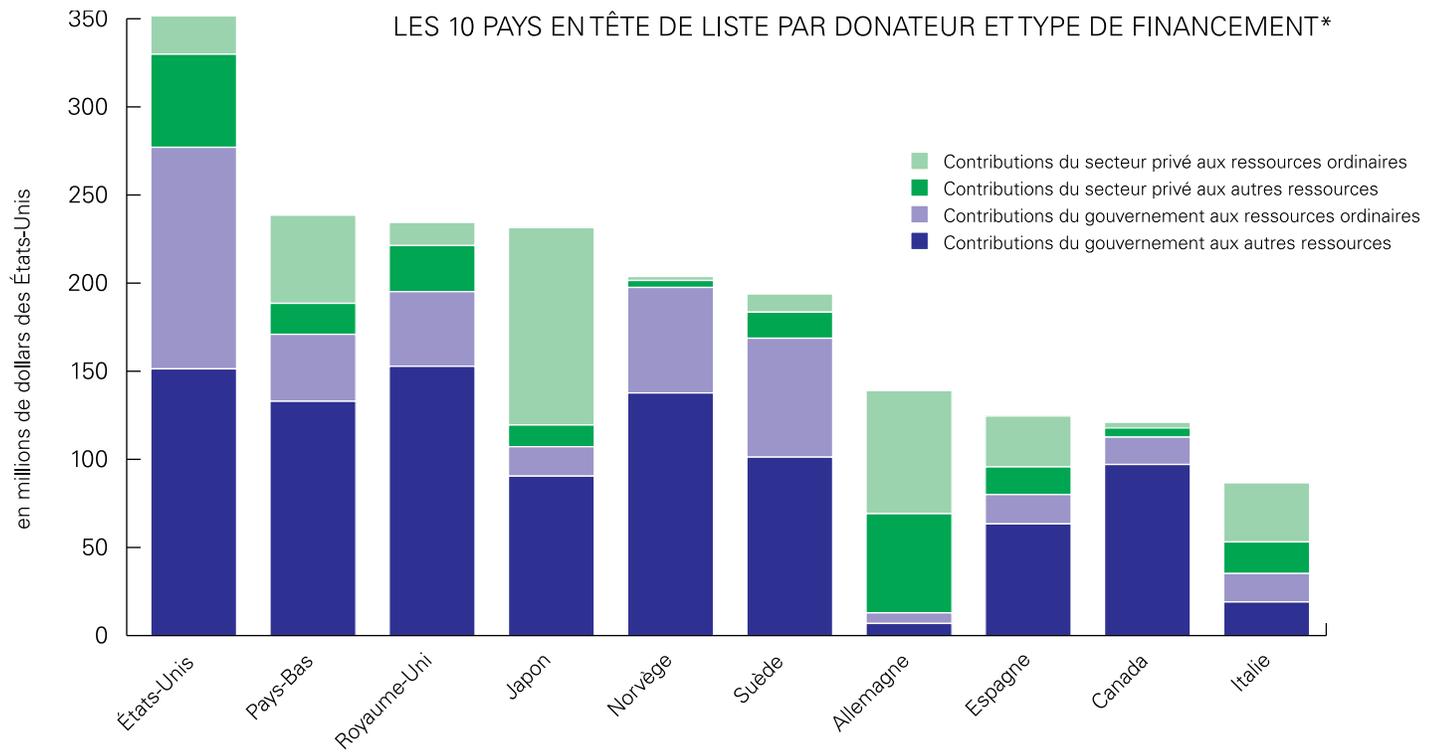
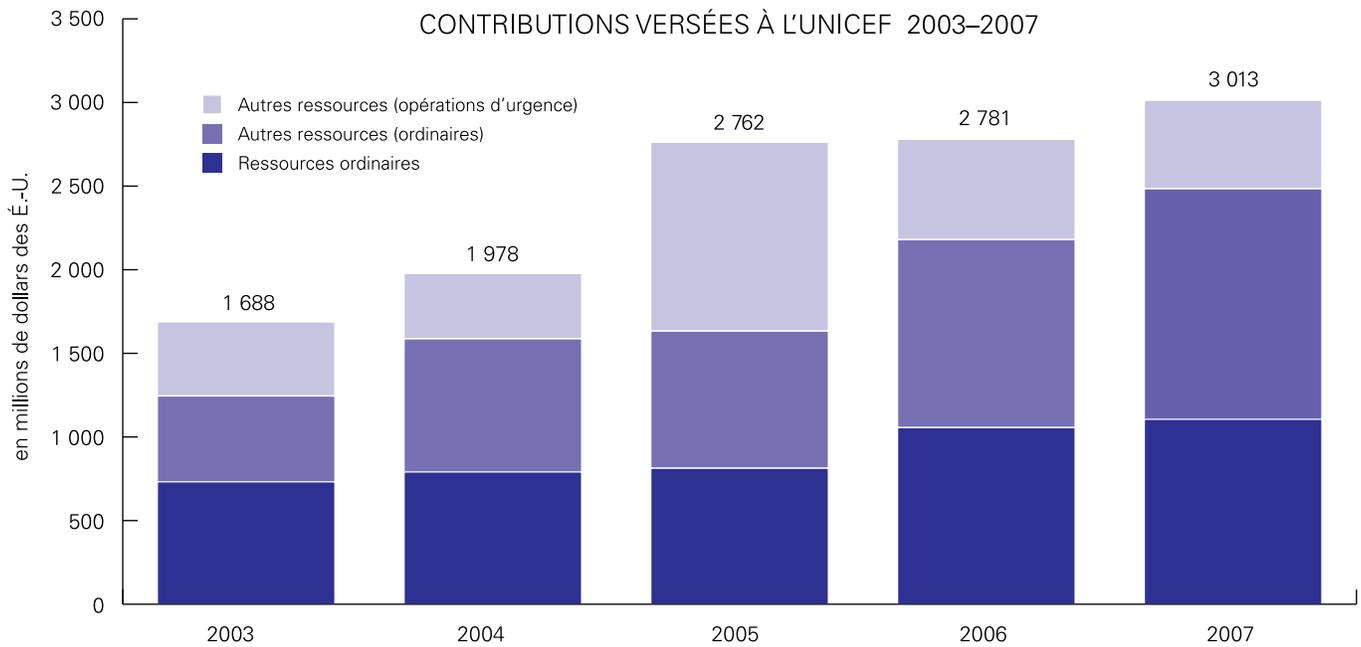
2 Dans le cycle précédent du PSMT « Éducation des filles ».

3 Dans le cycle précédent du PSMT « Vaccination élargie ».

4 Ne figure pas dans le cycle actuel du PSMT.

LES 20 GOUVERNEMENTS DONATEURS EN TÊTE DE LISTE
(en milliers de dollars des É.-U.)

	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total
		ordinaires	opérations d'urgence	
1 États-Unis	125 730	90 327	61 006	277 063
2 Norvège	59 872	119 382	18 291	197 545
3 Royaume-Uni	42 340	127 583	25 216	195 140
4 Pays-Bas	38 000	105 561	27 392	170 953
5 Suède	67 491	66 269	34 983	168 743
6 Canada	15 517	83 265	13 823	112 606
7 Japon	16 691	74 851	15 629	107 170
8 Espagne	16 629	48 173	15 200	80 002
9 Danemark	32 440	14 275	2 783	49 497
10 Australie	6 489	27 090	9 714	43 293
11 Italie	16 129	17 440	1 642	35 210
12 Irlande	19 667	1 813	13 047	34 526
13 Finlande	19 073	2 094	4 250	25 417
14 France	17 654	1 947	1 873	21 473
15 Suisse	14 754	2 034	-	16 788
16 Belgique	4 000	6 318	5 907	16 226
17 Allemagne	6 019	6 501	389	12 909
18 Luxembourg	1 854	9 132	873	11 860
19 République de Corée	2 500	570	4 500	7 570
20 Émirats arabes unis	100	5 520	-	5 620



* Inclut les contributions des gouvernements et du secteur privé y compris les Comités nationaux pour l'UNICEF; n'inclut ni les contributions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales ni celles versées au titre des accords interinstitutions.

LES 20 COMITÉS NATIONAUX DONATEURS EN TÊTE DE LISTE
(en milliers de dollars des États-Unis)

		Ressources ordinaires	Autres ressources		Total
			ordinaires	opérations d'urgence	
1	Allemagne	69 875	43 179	13 069	126 123
2	Japon	111 964	10 658	1 658	124 280
3	États-Unis	21 755	39 834	12 992	74 581
4	Pays-Bas	50 036	12 595	4 973	67 604
5	France	38 260	14 411	4 188	56 859
6	Italie	33 544	12 900	5 035	51 479
7	Espagne	28 868	11 886	3 836	44 590
8	Royaume-Uni	13 132	23 408	2 769	39 309
9	Suède	10 323	14 344	448	25 115
10	République de Corée	15 810	2 902	200	18 912
11	Danemark	10 762	2 798	305	13 865
12	Suisse	6 885	6 207	459	13 552
13	Finlande	10 123	2 919	228	13 270
14	Hong Kong – Chine (RAS)	7 083	3 859	1 080	12 022
15	Portugal	6 074	2 384	661	9 118
16	Canada	3 207	3 847	1 358	8 413
17	Belgique	4 800	2 172	1 419	8 392
18	Australie	3 370	2 902	637	6 909
19	Norvège	2 263	3 892	57	6 212
20	Grèce	4 954	81	937	5 971

MONTANT TOTAL DES DÉPENSES 2007
(en millions de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires	Autres ressources (ordinaires)	Autres ressources (opérations d'urgence)	Total pour 2007	Total pour 2006
Assistance aux programmes	743	1 081	693	2 517	2 119
Appui aux programmes	156	0	0	156	142
Montant total au titre de la coopération aux programmes	899	1 081	693	2 673	2 261
Gestion et administration	94	0	0	94	76
Montant total des dépenses (à l'exception des sommes passées par pertes et profits et des ajustements effectués antérieurement)	993	1 081	693	2 767	2 337
Sommes passées par pertes et profit	1	9	5	15	7
Montant total des dépenses	994	1 090	698	2 782	2 344

2007, ait été enregistrée dans le domaine de la promotion des politiques et des partenariats pour les droits de l'enfant.

Dépenses

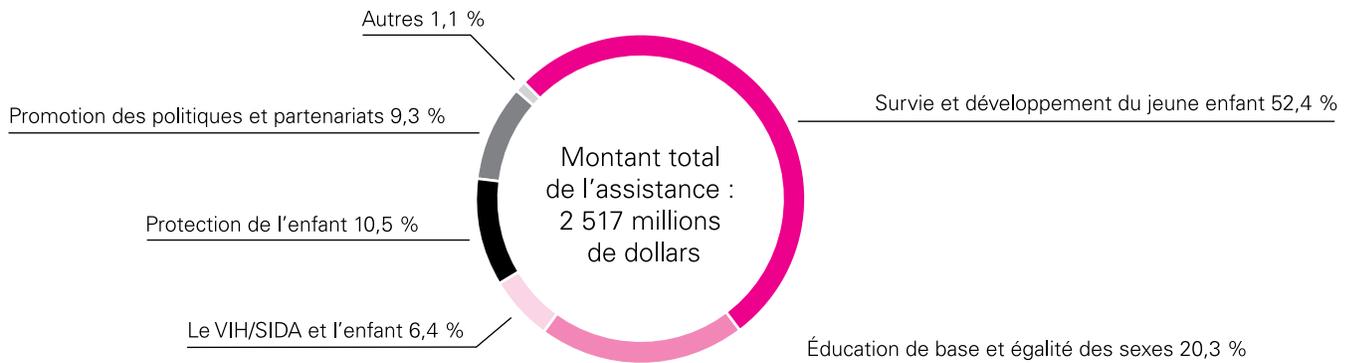
Le Conseil d'administration approuve l'affectation de ressources ordinaires aux pays avec lesquels l'UNICEF travaille en fonction de trois critères : le taux de mortalité des moins de 5 ans, le produit

national brut par habitant et la taille absolue de la population d'enfants.

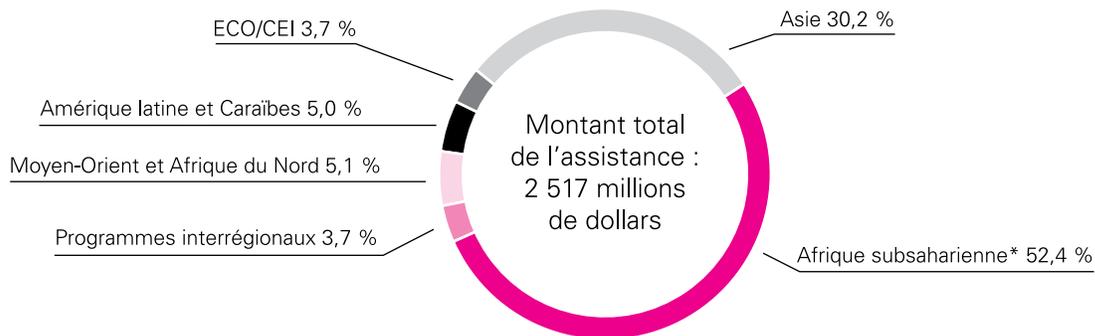
Le montant total des dépenses a augmenté de 19 %, passant de 2 344 millions de dollars en 2006 à 2 782 millions de dollars en 2007. Les dépenses au titre de l'assistance aux programmes ont augmenté de 398 millions de dollars, soit une

progression de 19 %, pour atteindre 2 517 millions de dollars. Les dépenses combinées au titre de l'appui aux programmes à 156 millions de dollars, ainsi qu'au titre de la gestion/administration à 94 millions de dollars, y compris les coûts sécuritaires à hauteur de 10 millions de dollars partagés au niveau central, ont augmenté de 15 % pour atteindre 250 millions de dollars.

ASSISTANCE DE L'UNICEF AU TITRE DES PROGRAMMES PAR DOMAINE D'ACTION PRIVILÉGIÉ DU PLAN STRATÉGIQUE À MOYEN TERME 2007



ASSISTANCE DE L'UNICEF AU TITRE DES PROGRAMMES PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE 2007



* L'assistance au titre des programmes menés à Djibouti et au Soudan figure dans la rubrique « Afrique subsaharienne ».

ALLIANCES INTERNATIONALES ET AVEC LE MONDE DES AFFAIRES CONTRIBUTION ÉGALE OU SUPÉRIEURE À 100 000 DOLLARS EN 2007

Alliances mondiales		Canada	Cadbury Adams	Fédération de Russie	KMB Bank	Japon	Fuji Television Network Inc.
Amway Europe		Chine	FAW-VW Audi Sales Division		Nokia		Hakugen Co. Ltd.
Deutsche Post World Net (DPWN)			M•A•C Cosmetics	France	Air France		Honda Motor Co. Ltd.
Futbol Club Barcelona (FCB)			Shanghai Volkswagen Automotive Co. Ltd.		Carrefour		Mitsubishi Belting Ltd.
FTSE (FTSE4Good)			Suzhou CHINT Enterprise Development Co. Ltd.		Century 21		Miyagi Co-op
H&M		Colombie	ECOPETROL		Chèque Déjeuner		P&G Northeast Asia PTE LTD
IKEA			Home Center		Clairefontaine		RING BELL.co. Ltd
ING		Corée	Amore Pacific		Clairefontaine Rhodia		Skylark Co. Ltd.
Stora Enso			Hyundai Homeshopping		Domoti		Sugarlady Inc.
Unilever			Kookmin Bank		Ecureuil Gestion - Caisses d'Épargne		SUMITOMO MITSUI CARD CO. LTD.
Check Out for Children™ (Starwood Hotels & Resorts)			The Export-Import Bank of Korea		Editions Ivoire	Kenya	Safaricom Ltd.
Europe, Africa, Moyen-Orient Asie-Pacifique et Chine populaire			Volkswagen Korea		Mediaprisme	Luxembourg	Cactus S.A.
Change for Good® Programme		Croatie	Podravka		Optic 2000	Mexique	Comercial Mexicana
Aer Lingus			T-Hrvatski Telekom		Orange France et Fondation Orange		Laboratorio Liomont
Alitalia		Egypte	Coca Cola		Papeteries Sill		Nextel de México
American Airlines			EFG - Hermes		Procter & Gamble		Santander
ANA		Équateur	Diners Club		Rythm	Nigéria	The Dangote Foundation
Asiana			OCP (Oleoducto de Crudos Pesados)		Total S.A.	Norvège	Brødrene Dahl
British Airways		Espagne	Arbora-Ausonia		Ubisoft		Cubus/Varnergruppen
Cathay Pacific			Aseval		Verbaudet		DnBNOR
Finnair			Banesto	Golfe	Volvic		GlaxoSmithKline
JAL			Caja Madrid		i2 (Itsalat International Company)		Lund Forvaltning
Qantas Airways Limited			Eroski	Grèce	Diners Club of Greece Finance Company S.A.		NHH Aid
			Fundación Caja Navarra	Hong Kong	Richemont Asia Pacific Limited (Cartier)		Norsk Hydro
			Fundación Cajasol		Chow Tai Fook Jewellery Company Ltd		Pareto
			Grefusa		McDonald's Restaurants (Hong Kong) Ltd		StatoilHydro
			Renta Corporación		Procter & Gamble Hong Kong Ltd (Pampers HK)		Sundal Collier Norge
			Unide	Indonésie	ABN AMRO Foundation		Sundt
		États-Unis	American Express Company		ExxonMobil Oil Indonesia Inc.		Torunn og Oles Stiftelse
			ATP (Association of Tennis Professionals) / Ty Inc.		PT International Nickel Indonesia Tbk	Nouvelle-Zélande	Vodafone New Zealand Foundation
			BD	Irlande	Web Reservations International	Pays-Bas	Content
			Citigroup Foundation		Baugur Group		Djoser B.V.
			Delta Air Lines Inc.	Islande	FL Group		Feyenoord Rotterdam N.V.
			ExxonMobil Corporation		Fons		Kerst voor Kids
			GE Foundation		Glitnir Bank		Loyalis N.V.
			Global Impact/U.S.-Lebanon Partnership Fund	Italie	AGOS Itafinco		Nationale Postcode Loterij N.V.
			GUCCI		Banca Sella		Procter & Gamble
			Johnson & Johnson		Calendario Polizia		Wavin Group
			Kimberly-Clark Corporation		Confindustria -CGIL- CISL-UIL	Pologne	ORBIS Grupa Hotelowa
			Merck & Co. Inc.		Energizer	Portugal	Companhia de Seguros Allianz Portugal S.A.
			Microsoft Corporation		Ferrarelle		TMN - Telecomunicações Móveis Nacionais S.A.
			Motorola Foundation		Industrie Cartarie Tronchetti	Royaume-Uni	Blue Peter
			Pfizer Inc.		Intersport		British Telecom (BT)
			Pier 1 Imports Inc.		Mondo Home Entertainment		DLA Piper
			Starbucks Coffee Company	Japon	AEON		Eastman Kodak
			The Procter & Gamble Company		AEON MALL Co. Ltd		Manchester United Foundation Ltd. (United for UNICEF)
			The Prudential Foundation		B-R 31 ICE CREAM CO. LTD.		Procter & Gamble
			The Quiznos Master LLC		Circle K Sunkus Co. Ltd.		RealNetworks
			The TJX Companies Inc.		Co-op Kanagawa		Taylor Nelson Sofres (TNS)
			The UPS Foundation		Co-op Kobe	Turquie	TÜRK TELEKOMÜNİKASYON A.Ş.
			Turner Broadcasting System Inc.		DANONE WATERS OF JAPAN Co. Ltd.		
			UnitedHealth Group Inc.				
			Western Union Foundation				

PROGRAMMES DE PAYS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES ORDINAIRES

Les programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays sont approuvés par le Conseil d'administration pour des périodes pluriannuelles et sont financés par les ressources ordinaires à hauteur des montants indiqués ci-dessous. L'UNICEF élargit ces programmes notamment pendant les crises humanitaires en utilisant des fonds assortis de restrictions appelés « autres ressources ». (Tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis).

Afghanistan* 2006–2008	76 585 482	Égypte 2007–2011	13 195 000	Libéria** 2008–2012	18 850 000	République démocratique populaire lao 2007–2011	8 935 000
Afrique du Sud 2007–2010	3 988 000	El Salvador 2007–2011	3 480 000	Madagascar** 2008–2011	34 892 000	République dominicaine 2007–2011	3 505 000
Albanie 2006–2010	3 375 000	Équateur 2004–2008	3 912 000	Malaisie** 2008–2010	1 500 000	République populaire démocratique de Corée 2007–2011	3 648 000
Algérie 2007–2011	5 410 000	Érythrée 2007–2011	8 925 000	Malawi** 2008–2011	30 144 000	République-Unie de Tanzanie 2007–2010	46 932 000
Angola 2005–2008	30 110 000	Ethiopie 2007–2011	119 750 000	Maldives** 2008–2010	2 202 000	Roumanie 2005–2009	3 385 000
Argentine 2005–2009	3 000 000	Ex-République yougoslave de Macédoine 2005–2009	3 060 000	Mali** 2008–2012	59 840 000	Rwanda** 2008–2012	39 375 000
Arménie 2005–2009	3 405 000	Fédération de Russie 2006–2010	4 805 000	Maroc 2007–2011	6 700 000	Sao Tomé-et-Principe 2007–2011	3 300 000
Azerbaïdjan 2005–2009	4 760 000	Gabon 2007–2011	3 075 000	Mauritanie* 2003–2008	9 725 000	Sénégal 2007–2011	15 825 000
Bangladesh 2006–2010	60 490 000	Gambie 2007–2011	4 870 000	Mexique** 2008–2012	3 140 000	Serbie-et-Monténégro ⁴ 2005–2009	3 325 000
Bélarus 2006–2010	3 260 000	Géorgie 2006–2010	3 370 000	Moldova 2007–2011	3 595 000	Sierra Leone** 2008–2010	19 473 000
Belize 2007–2011	3 060 000	Ghana 2006–2010	18 600 000	Mongolie 2007–2011	4 535 000	Somalie** 2008–2009	16 930 000
Bénin* 2004–2008	16 341 000	Guatemala 2006–2008	3 753 598	Monténégro 2007–2009	1 803 000	Soudan** 2008	7 649 000
Bhoutan** 2008–2012	4 830 000	Guinée 2007–2011	17 000 000	Mozambique* 2007–2009	24 581 000	Sri Lanka** 2008–2012	4 000 000
Bolivie** 2008–2012	6 470 000	Guinée-Bissau** 2008–2012	8 225 000	Myanmar 2006–2010	41 130 000	Swaziland 2006–2010	3 755 000
Bosnie-Herzégovine 2005–2008	4 520 528	Guinée équatoriale** 2008–2012	3 680 000	Namibie 2006–2010	3 335 000	Tadjikistan* 2005–2009	8 860 000
Botsswana** 2008–2009	1 260 000	Guyana 2006–2010	3 345 000	Népal** 2008–2010	20 214 000	Tchad 2006–2010	18 445 000
Brésil 2007–2011	4 620 000	Haiti** 2008	3 024 000	Nicaragua** 2008–2012	4 160 000	Territoire palestinien occupé ² 2008–2009	8 000 000
Bulgarie 2006–2009	2 464 000	Honduras 2007–2011	4 495 000	Niger** 2008	18 816 000	Thaïlande 2007–2011	5 000 000
Burkina Faso 2006–2010	33 745 000	Îles caraïbes orientales ¹ 2006–2010	12 800 000	Nigéria** 2008	42 489 000	Timor-Leste** 2008	1 125 000
Burundi** 2008	8 675 000	Îles du Pacifique ³ 2008	27 500 000	Ouganda* 2006–2010	45 346 653	Togo** 2008–2012	16 050 000
Cambodge 2006–2010	23 550 000	Inde** 2008–2012	162 900 000	Ouzbékistan* 2005–2009	9 661 001	Tunisie 2007–2011	3 320 000
Cameroun** 2008–2012	17 660 000	Indonésie 2006–2010	26 500 000	Pakistan* 2004–2008	70 808 343	Turkménistan 2005–2009	4 680 000
Cap-Vert 2006–2010	3 300 000	Iran (République islamique d') 2006–2010	7 880 000	Panama 2007–2011	2 000 000	Turquie 2006–2010	5 045 000
Chili 2005–2009	900 000	Iraq 2007–2010	8 436 000	Papouasie-Nouvelle- Guinée** 2008–2012	7 150 000	Ukraine 2006–2010	4 775 000
Chine 2006–2010	61 035 000	Jamaïque 2007–2011	3 165 000	Paraguay 2007–2011	3 730 000	Uruguay 2005–2009	2 000 000
Colombie** 2008–2012	4 450 000	Jordanie 2008–2012	3 335 000	Pérou 2006–2010	4 500 000	Venezuela (République bolivarienne du)** 2008	600 000
Comores** 2008–2012	3 715 000	Kazakhstan 2005–2009	4 920 000	Philippines 2005–2009	11 570 000	Viet Nam 2006–2010	20 000 000
Congo* 2004–2008	6 725 849	Kenya* 2004–2008	27 823 059	République arabe syrienne 2007–2011	4 605 000	Yémen 2007–2011	24 035 000
Costa Rica** 2008–2012	3 000 000	Kirghizistan 2005–2010	5 562 000	République centrafricaine 2007–2011	11 565 000	Zambie 2007–2010	20 048 000
Côte d'Ivoire** 2008	6 920 000	Lesotho** 2008–2012	5 170 000	République démocratique du Congo** 2008–2012	190 290 000	Zimbabwe 2007–2011	11 115 000
Cuba** 2008–2012	3 160 000	Liban** 2008	616 000				
Djibouti** 2008–2012	3 950 000						

L'UNICEF a coopéré avec 155 pays régions et territoires en 2007 : 44 en Afrique subsaharienne (Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe – ESARO – et Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale – WCARO); 35 en Amérique latine et dans les Caraïbes (Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes – TACRO); 35 en Asie (Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique – EAPRO – et Bureau régional de l'Asie du Sud – ROSA); 20 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord – MENARO); et 21 en Europe centrale et orientale/Communauté d'États indépendants (ECO/CEI) et dans les États baltes.

* Y compris les ressources ordinaires additionnelles allouées depuis que le Conseil d'administration a approuvé les fonds.

** Nouveaux programmes de pays débutant en janvier 2008 et approuvés par le Conseil d'administration en 2007.

1 Y compris : Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.

2 L'UNICEF fournit une assistance aux enfants et femmes palestiniens pendant la période 2008-2009 dans le Territoire palestinien occupé (4 200 000 dollars), au Liban (1 800 000 dollars), en Jordanie (1 000 000 dollars) et en République arabe syrienne (1 000 000 dollars).

3 Y compris : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Samoa, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

4 La Serbie et le Monténégro (avant l'approbation du programme de pays 2007-2009 pour le Monténégro par le Conseil d'administration) incluait le Kosovo actuellement sous administration des Nations Unies (750 000 dollars).

MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2007¹

Pays, régions et territoires	Contributions des gouvernements		Contributions du secteur privé				Total
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	
Afghanistan		600 000					600 000
Afrique du Sud		301 536				140 321	441 857
Albanie						14 598	14 598
Algérie	24 000					30 549	54 549
Allemagne	6 018 656	6 889 934	69 874 927	56 248 025			139 031 542
Andorre		346 809	310 606	1 216 545			1 873 959
Angola		10 000					10 000
Arabie saoudite	1 000 000	500 000				2 128 120	3 628 120
Argentine					164 578	3 849 343	4 013 921
Arménie	1 000					64 327	65 327
Australie	6 488 560	36 804 093	3 370 081	3 539 283			50 202 017
Autriche	1 854 416	3 701 080	3 962 631	558 893			10 077 021
Azerbaïdjan	10 047	121 681					131 728
Bangladesh	34 500					16 588	51 088
Barbade	4 000						4 000
Belgique	3 999 990	12 225 542	4 800 427	3 591 097			24 617 056
Belize	62 499						62 499
Bhoutan	14 700						14 700
Bolivie	124 997	224 995				461 297	811 290
Brésil		485 440			966 433	8 887 587	10 339 460
Brunéi Darussalam	40 000						40 000
Bulgarie	3 500					3 585	7 085
Burkina Faso	2 080						2 080
Cameroun						92 260	92 260
Canada	15 517 260	97 088 368	3 207 388	5 205 249			121 018 265
Chili	77 000				107 402	419 820	604 222
Chine	1 216 405				273 082	2 074 398	3 563 884
Chypre					1 138 121		1 138 121
Colombie	400 000	150 000			494 427	2 150 432	3 194 859
Costa Rica	15 767						15 767
Côte d'Ivoire						71 115	71 115
Croatie	30 000				376 105	912 930	1 319 035
Cuba	20 000						20 000
Danemark	32 439 600	17 057 851	10 761 714	3 103 084			63 362 250
Djibouti		414 411					414 411
Egypte						435 977	435 977
Emirats arabes unis	100 000	5 519 903			105 666	134 265	5 859 834
Équateur					232 463	906 200	1 138 663
Espagne	16 629 000	63 372 596	28 867 632	15 721 983			124 591 211
Estonie	41 445		40 290				81 735
États-Unis d'Amérique	125 730 000	151 333 419	21 755 228	52 826 000			351 644 648
Ethiopie	50 293						50 293
Fédération de Russie	1 000 000					366 610	1 366 610
Finlande	19 072 800	6 344 522	10 123 408	3 146 721			38 687 451
France	17 653 593	3 819 735	38 259 700	18 599 620			78 332 648
Gabon		111 500				368 013	479 513
Géorgie	2 046						2 046
Gibraltar					21 366		21 366
Grèce	400 000	74 532	4 953 614	1 017 479			6 445 625
Grenade	2 000						2 000
Guyana	10 812						10 812
Honduras	62 606						62 606
Hong Kong, Chine (RAS)			7 083 378	4 938 742			12 022 120
Hongrie	127 374		379 311	322 187			828 872
Inde	938 220	2 976 088				1 378 917	5 293 225
Indonésie	100 000				101 532	1 256 204	1 457 736
Iran (République islamique d')					138 041	335 676	473 717
Irlande	19 666 618	14 859 401	4 000 126	1 150 116			39 676 260
Islande	740 385	704 862	2 229 397	1 547 573			5 222 216
Israël	60 000						60 000
Italie	16 129 080	19 081 184	33 544 212	17 934 985			86 689 461

Pays, régions et territoires	Contributions des gouvernements		Contributions du secteur privé				Total
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	
Japon	16 690 500	90 479 937	111 964 185	12 315 544			231 450 165
Kazakhstan	70 000						70 000
Kenya					96 761	279 408	376 169
Koweït	1 000 000						1 000 000
Lettonie		20 986	9 265	19 904			50 155
Liban	5 000					191 175	196 175
Liechtenstein	16 000	133 893					149 893
Lituanie		98 241		2 722			100 963
Luxembourg	1 854 300	10 005 404	1 039 253	1 166 240			14 065 197
Madagascar		591 133					591 133
Malaisie	168 000					67 254	235 254
Maroc	83 689	365 605				66 215	515 510
Maurice	15						15
Mexique	214 000				945 347	4 626 442	5 785 789
Moldova	7 000	286 953					293 953
Monaco	10 000	79 748			66 651		156 399
Mongolie	22 000						22 000
Mozambique	2 000						2 000
Myanmar	1 246						1 246
Namibie	1 500						1 500
Nicaragua						1 675	1 675
Niger		60 000					60 000
Nigéria					842 478	510 379	1 352 857
Norvège	59 871 875	137 672 822	2 262 859	3 949 065			203 756 620
Nouvelle-Zélande	3 098 612	2 281 722	888 881	856 917			7 126 131
Oman		1 048 700				3 296	1 051 995
Pakistan	61 838					19 874	81 712
Panama	29 425				75 634	261 675	366 733
Pays-Bas	37 999 905	132 952 777	50 035 885	17 567 868			238 556 434
Pérou					243 362	261 677	505 039
Philippines	62 095				158 985	872 772	1 093 851
Pologne	200 000		447 319	607 993			1 255 312
Portugal	167 230		6 074 357	3 044 127			9 285 714
Qatar	100 000						100 000
République de Corée	2 500 000	5 070 000	15 809 518	3 101 831			26 481 348
République dominicaine					78 812		78 812
République slovaque	13 158		236 875	161 776			411 810
République tchèque	149 987	100 000	1 584 569	852 997			2 687 553
Roumanie	165 326					1 210 070	1 375 396
Royaume-Uni	42 340 305	152 799 308	13 132 490	26 176 947			234 449 051
Saint-Marin		5 000	15 369	35 831			56 200
Samoa	1 000						1 000
Sénégal		95 736			95 709		191 444
Serbie					387 026	177 200	564 226
Singapour	50 000						50 000
Slovénie	31 000		1 312 813	556 545			1 900 358
Sri Lanka	15 500						15 500
Suède	67 490 925	101 251 940	10 322 603	14 792 367			193 857 836
Suisse	14 754 060	2 034 390	6 885 432	6 666 367			30 340 248
Thaïlande	230 517				216 537	3 192 585	3 639 639
Trinité-et-Tobago	10 700						10 700
Tunisie	45 462				101 672	8 260	155 394
Turkménistan	2 000						2 000
Turquie	140 000		531 324	1 150 594			1 821 918
Ukraine						5 448	5 448
Uruguay					111 218	515 409	626 627
Venezuela (République bolivarienne du)	50 000				843 573	447 454	1 341 027
Viet Nam	13 709						13 709
Yémen	9 982						9 982
Divers ⁴					1 591 132		1 591 132
Ajustements des recettes par rapport aux années précédentes ⁶	316 548	(11 879 556)	741 562	(478 958)			(11 300 405)
Sous-total	537 981 657	1 070 674 220	470 818 627	283 214 259	9 974 112	39 217 399	2 411 880 274

Pays, régions et territoires	Contributions des gouvernements		Contributions du secteur privé				Total
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Comités nationaux		Autres contributions		
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	
Organisations intergouvernementales							
Bureau de l'aide humanitaire de la Commission européenne		41 286 126					41 286 126
Commission européenne		86 379 294					86 379 294
Fonds de l'OPEP		3 200 000					3 200 000
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)		7 000					7 000
Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND)		540 000					540 000
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes ⁵		(4 696 350)					(4 696 350)
Sous-total		126 716 069					126 716 069
Organisations non gouvernementales							
Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN)					420 050		420 050
Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI)					47 832 032		47 832 032
Ani & Narod Memorial Fund					260 000		260 000
Atlantic Philanthropies					375 000		375 000
Bernard Van Leer Foundation					192 885		192 885
Conrad N. Hilton Foundation					1 720 000		1 720 000
Fondation pour les Nations Unies Inc.					71 779 745		71 779 745
Initiative Micronutriments					10 334 388		10 334 388
Le Fonds mondial Suisse					12 322 351		12 322 351
Rotary International					7 495 000		7 495 000
Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge					127 116		127 116
Tetsuko Kuroyanagi Japon					366 800	550 200	917 000
The Christina Gould Trust						1 743 925	1 743 925
Divers ⁵					59 627	234 491	294 118
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes ⁵						(2 295 116)	(2 295 116)
Sous-total					426 427	153 092 066	153 518 493
Accords interinstitutions							
Banque mondiale					6 058 191		6 058 191
Bureau des Nations Unies de coordination des affaires humanitaires					98 870 776		98 870 776
Bureau du Groupe des Nations Unies pour le développement					29 296 229		29 296 229
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)					3 595 392		3 595 392
Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine					573 703		573 703
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)					35 000		35 000
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)					1 751 728		1 751 728
Programme alimentaire mondial (PAM)					21 290		21 290
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)					11 247 791		11 247 791
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)					75 315 641		75 315 641
Programmes communs des Nations Unies					6 824 612		6 824 612
Service de la lutte antimines des Nations Unies					79 484		79 484
Organisation mondiale de la santé (OMS)					1 009 544		1 009 544
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes ⁵						(721 322)	(721 322)
Sous-total					233 958 058		233 958 058
Autres recettes							175 955 182
Moins coût des marchandises livrées et autres dépenses ⁷							(89 035 647)
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							3 012 992 429
Moins les postes correspondant au budget d'appui biennal							(15 993 694)
TOTAL GÉNÉRAL							2 996 998 736

1 Toutes les contributions sont exprimées en dollars des É.-U.

2 Y compris les fonds destinés aux programmes d'urgence.

3 Y compris les recettes de la Division du secteur privé.

4 Cette catégorie regroupe principalement des recettes du secteur privé dont l'origine n'a pas été identifiée.

5 Cette catégorie regroupe principalement des recettes provenant d'organisations non gouvernementales.

6 Y compris les remboursements et ajustements aux recettes déclarées les années précédentes.

7 Coût des marchandises livrées et autres dépenses de fonctionnement de la Division du secteur privé, exception faite des commissions retenues par les partenaires commerciaux.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF

(au 1^{er} janvier 2007)

L'UNICEF est géré par un Conseil d'administration composé de 36 membres. Cet organe intergouvernemental établit les politiques, approuve les programmes et prend des décisions relatives aux plans administratifs et financiers et aux budgets. Les membres sont élus par le Conseil économique et social des Nations Unies et siègent pendant trois ans.

MEMBRES DU BUREAU POUR 2007

Président :

S.E. M. Javier Loayza Barea (Bolivie)

Vice-présidents :

S.E. M. Michel Kafando (Burkina Faso)

S.E. M. KyawTint Swe (Myanmar)

S.E. M. Pavle Jevremovic´ (Serbie)

S.E. M. Robert Hill (Australie)

MEMBRES DU BUREAU POUR 2007

Argentine, Australie, Bahamas, Belgique, Bolivie, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Colombie, Croatie, Danemark, États-Unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Guatemala, Inde, Irlande, Japon, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Pays-Bas, Pakistan, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Royaume-Uni, Rwanda, Serbie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine

Pour chaque enfant
Santé, Éducation, Égalité, Protection
FAISONS AVANCER L'HUMANITÉ

Publié par l'UNICEF
Division de la communication
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

Site Internet : www.unicef.org/french
Courriel : pubdoc@unicef.org